

COMMISSION SPECIALE
RELATIVE AU TRAITEMENT
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS
DE PEDOPHILIE DANS UNE
RELATION D'AUTORITE, EN
PARTICULIER AU SEIN DE
L'ÉGLISE

du

LUNDI 21 FEVRIER 2011

Soir

BIJZONDERE COMMISSIE
BETREFFENDE DE
BEHANDELING VAN SEKSUEEL
MISBRUIK EN FEITEN VAN
PEDOFILIE BINNEN EEN
GEZAGSRELATIE,
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

MAANDAG 21 FEBRUARI 2011

Avond

La séance est reprise à 18.07 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering is hervat om 18.07 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

Audition de

- **M. Frans Heylen, président de la fédération "Centrum Algemeen Welzijnswerk"**

- **Mme Kris De Groof et Mme Kris Stas, fonctionnaires cadre auprès du "Steunpunt Algemeen Welzijnswerk"**

- **Mme Charlotte Rigaux, psychologue auprès du Service d'Aide aux Victimes de Bruxelles 1**

- **Mme Anne-Françoise Dahin, psychologue auprès du Service d'Aide aux Victimes de Bruxelles 2**

Hoorzitting met

- **de heer Frans Heylen, voorzitter van de "Centrum Algemeen Welzijnswerkfederatie"**

- **mevrouw Kris De Groof en mevrouw Kris Stas, stafmedewerksters bij het Steunpunt Algemeen Welzijnswerk**

- **mevrouw Charlotte Rigaux, psycholoog bij "Service d'Aide aux Victimes de Bruxelles 1"**

- **mevrouw Anne-Françoise Dahin, psycholoog bij "Service d'Aide aux Victimes de Bruxelles 2"**

La **présidente**: Chers collègues, nous reprenons nos travaux, parce que deux des intervenantes doivent nous quitter à 19 h 15. Elles étaient en effet invitées à 16 h 30 et nous ne leur avons pas demandé de libérer leur agenda en soirée.

Je m'excuse déjà auprès de nos invités pour le retard. C'est cependant habituel au sein de cette commission parce que, comme vous avez pu le constater, les commissaires sont particulièrement intéressés par le travail de terrain. C'est pourquoi

nous profitons de la présence d'acteurs de terrain pour leur poser toutes les questions qui nous aideront à établir notre rapport.

Je propose que vous fassiez, chacun à votre tour, votre exposé. Je pense cependant que Mme Charlotte Rigaux et Mme Anne-Françoise Dahin parleront d'une même voix pour les fédérations francophones.

De heer Frans Heylen, mevrouw Kris De Groof en mevrouw Kris Stas zullen spreken voor de Nederlandstalige federatie.

Je propose de donner d'abord la parole aux représentantes francophones du service d'aide sociale aux justiciables et aux victimes, pour leur exposé.

Anne-Françoise Dahin: Je vous remercie d'avoir invité le secteur de l'aide aux justiciables, qui est un secteur qui avait d'ailleurs déjà réagi au moyen d'un communiqué de presse lorsqu'il y a eu cette annonce de créer un centre spécifique pour les victimes d'abus sexuels dans le cadre de l'Église. Le secteur avait réagi en disant qu'il existait déjà un secteur de prise en charge des victimes et qui avait compétence en ce domaine.

Je vous remercie donc de donner la parole à ce secteur. Nous allons vous expliquer ce qu'est un service d'aide aux justiciables et ce qu'est un service d'aide aux victimes. Quelles sont les missions légales qui lui sont confiées? En quoi est-ce un lieu adéquat pour prendre en charge les victimes d'infractions pénales, dont les victimes d'abus sexuels? Comment aide-t-on ces victimes? Et puis, certaines recommandations. Étant donné

que je suis ici depuis avant 16 h 30, j'ai pu voir que des questions vous préoccupaient, comme le rapport avec la justice, mais aussi le morcellement des compétences. Je vous dirai quelle est notre position, qui est un peu différente de ce que nous avons entendu jusqu'ici.

Je m'excuse parce que je dois partir à 19 h 15, pas pour m'amuser, mais parce que j'ai un groupe thérapeutique à 20 heures et que je suis obligée d'y être.

Nous sommes deux. On va vous expliquer qu'il y a deux services d'aide aux justiciables à Bruxelles. Je vais donc donner la parole à ma collègue qui va d'abord vous parler des missions légales qui sont confiées à ces services.

Charlotte Rigaux: Bonsoir. En fait, sur l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, il existe deux services d'aide aux victimes, dont nous sommes deux représentantes. Il existe un service de ce type dans chaque arrondissement judiciaire en Belgique. Notre objet est d'apporter une aide sociale, psychologique ou juridique aux victimes d'infractions pénales, et ce pour les aider à faire face aux conséquences directes et indirectes des actes qui ont été commis.

Cette aide est très, très vaste et on peut vraiment aider la personne, soit juste après la victimisation, soit après-coup. On est aussi amenés à rencontrer les proches de ces victimes.

Notre service est dit généraliste car on peut vraiment rencontrer les victimes de tous types d'infractions pénales. Parmi celles-ci, on reçoit donc des victimes qui ont subi des abus sexuels. Ceci en opposition à deux services qui existent, par exemple à Bruxelles, et qui seront plus spécifiques. Je pense qu'il s'agit d'une complémentarité sectorielle très importante et intéressante et qui permet finalement aux personnes victimes de choisir soit un service plus généraliste, qui stigmatisera peut-être un peu moins, soit un service plus spécifique.

L'aide que l'on propose est dite gratuite. Nous aimons dire que c'est payé. L'idée derrière cela est finalement d'expliquer aux victimes que quand on subit un préjudice dans notre société, il y a un suivi, un accompagnement qui peut être mis en place pour, finalement, réparer le préjudice ou en tout cas la reconnaître dans son statut de victime.

Anne-Françoise Dahin: Quelque chose qui est très important à retenir, c'est que nous ne disons pas aux victimes que l'aide est gratuite. Bien sûr,

elle est gratuite pour eux, mais nous leur disons que l'aide est prise en charge par un autre, qu'un autre paye. Parce que qui dit infraction pénale, tant pour celui qui l'a commise que pour celui qui l'a subie, dit un fait hors la loi. On dit des auteurs qu'ils sont hors-la-loi et on fait tout un travail de réinsertion pour les faire revenir dans le cadre de la société.

Ce qu'on a oublié, et dont on s'est rappelé maintenant, c'est que les victimes aussi sont emmenées hors la loi, à leur corps défendant, par le fait subi. Si vous voulez, le cadre qui fait qu'on vit tous en commun a volé en éclats et les victimes ont un sentiment de "hors de". C'est ce qu'on appelle la déliaison. Il y a un impact subjectif des victimisations, mais il y a aussi une "déliaison" par rapport au sentiment d'appartenir à la société, au sentiment d'être protégé par ce cadre qui a volé en éclats.

Donc, pour les victimes, il y a beaucoup d'effets de ce "hors de", qui font qu'elles ne se reconnaissent plus dans les autres et qu'elles ont parfois le souhait de rencontrer d'autres victimes qui ont connu ces faits-là.

Le fait que le législateur ait pensé à mettre en place ce droit à l'aide et que le coût de l'aide est pris en charge par la société, est une manière de les réinscrire dans la société. On a beaucoup entendu les termes "besoin de reconnaissance". Qui peut l'apporter? Plusieurs instances peuvent apporter ces effets de reconnaissance, mais l'aide aux victimes, par ce biais de réinscription, par le coût de la prise en charge, est une première manière d'apporter une reconnaissance.

Ces services sont agréés pour assurer cette mission. Ils sont aussi indépendants et extérieurs aux services de police et aux services de la justice.

On a dit qu'on était agréé pour faire l'aide. Nous avons d'autres missions, comme la formation. On a parlé tout à l'heure de victimisation secondaire. C'est le fait pour les victimes d'être maltraitées par les instances qu'elles rencontrent. Mais nous avons la possibilité de donner des formations. Dans ces formations, nous donnons en premier la parole aux victimes, puisque nous avons des vidéos, qui sont des témoignages de victimes, qui vont dire ce qu'elles ont subi. Ainsi, nous avons, par exemple, quatre à cinq témoignages de victimes d'abus sexuels. Et nous formons différents types de professionnels: les policiers, les assureurs, les magistrats, mais aussi des intervenants psychosociaux. Ça, c'est une aide

indirecte, pour que les victimes soient bien traitées dans les contacts qu'elles vont avoir de manière inévitable.

Quelque chose de très important est que l'approche est globale. Elle est centrée sur l'ensemble des conséquences de la victimisation. Quand on est victimes, il y a des conséquences. On pense bien sûr tout de suite aux conséquences psychologiques, mais il y a aussi des conséquences sociales, des conséquences familiales, professionnelles, financières, juridiques et parfois, médicales. Nous pensons que c'est une attention accordée à l'ensemble de ces conséquences qui va faire qu'une victime va surmonter ou pas les faits.

On a, dans ces services, trois formes de professionnels: des psychologues, des assistants sociaux et des juristes. Vous voyez donc qu'il n'y a pas de médecin. Mais en Belgique, nous avons un système de médecins généralistes, mais aussi de psychiatres en suffisance pour que l'on puisse collaborer.

Dans notre service et dans d'autres services d'aide aux victimes, nous portons une attention particulière aux victimes d'abus sexuels. Pourquoi? Parce que c'est une victimisation complexe. Lorsqu'elle a eu lieu dans l'enfance, cela crée des adultes qui ont une multitude de problèmes, même si certains de ces adultes peuvent avoir une vie qui a l'air normal. Mais une part d'eux peut aussi être tout à fait brisée, tout à fait "clivée" comme nous disons, c'est-à-dire séparée, parfois à l'insu des conjoints.

Parfois, le rapport avec un professionnel dans l'aide n'est pas possible directement. Pourquoi? On a vu souvent que l'abus a eu lieu dans le cadre d'une relation d'autorité. Or, un professionnel – psychologue, assistant social – est une autorité. Et donc, la personne a beaucoup de mal à faire confiance, même aux professionnels de l'aide.

Parfois, la seule porte d'entrée qu'il y a pour l'aide, c'est de rencontrer d'autres victimes qui ont connu ça. Au service d'aide aux justiciables, on a un groupe de parole spécifique pour les victimes de violences sexuelles. Cela nous aide beaucoup parce que cela permet vraiment de reconstituer un sentiment d'appartenance à la communauté humaine. Les personnes se reconnaissent entre elles, pour une première fois, peuvent échanger. Puis alors, pour travailler le traumatisme par ce biais-là, c'est encadré par des professionnels. Ce n'est donc pas de l'entraide; il y a des professionnels qui sont là pour travailler ce qui est

apporté.

On a beaucoup parlé tout à l'heure du morcellement des compétences entre l'assistance aux victimes, l'accueil des victimes au parquet. L'assistance aux victimes, c'est dans le cadre de la police. Il y a une compétence bien limitée dans les tâches policières. Quand il y a une reconstitution, quand il y a des suites policières – la récupération de vêtements, etc. -, l'assistance policière est extrêmement précieuse. Ce sont des professionnels qui aident les policiers qui, eux, doivent faire une assistance policière.

L'accueil au parquet, c'est différent; c'est quand les victimes veulent être mises au courant des suites du dossier au niveau de la justice. Là aussi, il y a un service d'accueil. Et cela, c'est dans le cadre des missions de la justice.

Et nous, c'est l'aide, avec cette approche globale.

Je travaille depuis 18 ans, je suis donc témoin de l'avancée, de l'agencement de ces niveaux, de cette articulation. S'il est juste qu'au départ, les premiers travailleurs qui ont été engagés après moi dans le cadre de l'assistance policière aux victimes n'avaient pas de directives claires, très vite, ils ont pu être amenés à faire de l'aide. Et il y avait une grande confusion. Aujourd'hui, 18 ans plus tard, ils ont des circulaires, des formations, le rôle de chacun est beaucoup plus clair. Parfois, de-ci de-là, il y a une petite confusion, mais alors, c'est plus à titre individuel.

Et c'est pour nous très précieux. On disait tout à l'heure: quelle est notre position par rapport à la justice? Pour nous, la justice, c'est très précieux. Pourquoi? Parce que quand on a été victime d'abus sexuels, on est vraiment plongé dans la confusion totale. On a dit tout à l'heure qu'il y a une peur plus grande chez un enfant que l'abus sexuel, c'est l'éclatement de la cellule familiale. On l'a entendu. Donc, les enfants, plutôt que de parler, ils vont intérioriser l'abus et ils ne vont pas parler, pour que la cellule familiale se maintienne en place. Nous voyons beaucoup les adultes. Pour les enfants, il y a les équipes SOS Enfants; c'est eux qui les prennent plus en charge. Mais nous voyons beaucoup d'adultes qui ont vécu des faits, il y a très longtemps.

Nous voyons qu'il s'agit d'adultes qui n'ont pas parlé et qui ont intériorisé l'événement. Ils jouent dès lors tous les rôles et répètent incessamment ce qu'ils ont vécu. Il y a ce que l'on appelle "l'identification à l'agresseur". Comme ils sont restés hors la loi, puisque la loi n'a pas été

énoncée, ils peuvent pratiquer des actes d'automutilation, faire des tentatives de suicide, se mettre en danger ou mettre en danger la génération suivante en guise "d'appel à la loi", afin que celle-ci intervienne.

Par conséquent, il nous apparaît que porter plainte est très important. Nous ne pousserons, bien sûr, jamais une victime à porter plainte, mais nous allons lui donner l'information nécessaire afin qu'elle puisse trouver le courage de porter plainte. Si on fait cela, on porte une responsabilité. Nous devons être sûrs que la victime sera bien accueillie.

Une victime qui n'a pas porté plainte porte la plainte en elle. Porter plainte, c'est la déposer pour s'en décharger et tourner la page. Quand quelqu'un vient chez nous, qu'il n'a pas encore porté plainte, mais le souhaite, parce qu'on lui a longuement expliqué ce que cela signifie que d'impliquer la loi, nous appelons tout d'abord quelqu'un de l'assistance policière aux victimes (nous les connaissons maintenant). Nous expliquons à cette personne qu'un dépôt de plainte particulier va arriver et nous lui demandons de trouver un policier formé à l'audition des personnes. Nous organisons cette audition spécifique et quelqu'un de chez nous, si c'est nécessaire, va accompagner la personne, présenter l'assistant aux victimes, présenter le policier.

Très récemment, avec toutes ces affaires, j'ai accompagné une dame victime d'abus sexuels au sein de l'Église, pour qui les faits s'étaient déroulés il y a cinquante ans. Avec la préparation dont je vous ai parlé, elle a été reçue d'une manière tout à fait adéquate: le policier a effectué une audition comme si les faits n'étaient pas prescrits; il s'est efforcé d'interroger la dame pour obtenir les détails de l'abus afin de pouvoir qualifier les faits; il a qualifié les faits très précisément et il a dit qu'il allait contacter le magistrat le jour même. Après ce dépôt de plainte symbolique, c'était fini pour la dame, alors qu'elle a plus de septante ans. Nous devons donc être sûrs que les gens seront bien accueillis, que le policier comprendra l'importance du caractère symbolique d'un dépôt de plainte. Or, maintenant, c'est possible, car nous avons les structures pour ce faire.

Je voudrais aborder un autre sujet tabou, la question de savoir si les victimes sont maintenant bien prises en compte dans la procédure pénale. Pour nous, pas encore tout à fait. Je trouve que les victimes sont encore cantonnées au rôle de

partie civile et que le droit de recevoir des informations, le droit d'en donner, le droit d'être pris en compte par la procédure n'est pas encore suffisamment considéré.

Il dépend encore trop – j'insiste sur ce fait – du bon vouloir des magistrats. Je vous donne un exemple tout simple: à l'heure actuelle, lorsqu'il y a un procès (peu importe la matière), il n'y a pas de place prévue pour les parties civiles. Elles ont le même statut que n'importe quelle personne qui viendrait assister au procès. Encore aujourd'hui, cela dépend du bon vouloir du magistrat. Cela peut paraître loin de vos préoccupations, mais il y a des magistrats qui sont, eux-mêmes, traumatisés et en état d'épuisement. Or c'est quelque chose dont on ne parle jamais. Le bon vouloir et la sensibilité du magistrat vont être influencés par son état psychologique.

S'il y a donc une recommandation à faire, si on veut prendre en compte les victimes, il faut d'abord prendre en compte l'impact émotionnel du travail des magistrats. Cela a été fait pour les policiers, il existe des cellules pour les policiers qui débarquent sur une scène; mais les magistrats sont, eux, encore extrêmement isolés et on ne parle pas de ce problème-là.

Vous savez qu'il existe des chambres spécifiques pour les affaires de mœurs. Or celles-ci ont un impact psychologique sur les magistrats qui écoutent toute la journée des affaires de mœurs sordides; et il peut, par conséquent, y avoir un rejet des victimes, par réaction. Si j'ai donc une recommandation à faire, ce serait celle-là. Des initiatives ont été prises. Tout le monde sait que, pour que les professionnels écoutent convenablement les victimes et adoptent la position adéquate (ce que font de nombreux magistrats, policiers et travailleurs sociaux, mais cela n'est pas encore tout à fait généralisé), il faut prendre en compte l'impact émotionnel que subissent ces gens.

Nous sommes un service d'aide aux justiciables. Nous disposons de deux lieux distincts: l'un qui reçoit les victimes, l'autre les auteurs des faits. Nous effectuons également des actions intéressantes dans le cadre de la justice réparatrice. Nous encourageons des modes de remise en relation entre l'auteur et la victime, soit directe, soit indirecte. Vous connaissez l'ASBL Médiane qui est très intéressante et qui effectue un travail précieux, notamment en ce qui concerne la "re-liaison" (c'est un mot qui doit vous parler) entre les auteurs, les victimes et la société. Toutes les structures, toutes les instances, concourent à

cela.

Voilà. Nous ne pourrions sans doute pas répondre à vos questions car nous ne serons plus là.

La **présidente**: Je vous propose de consacrer un quart d'heure aux questions sur l'exposé, si M. Heylen et Mmes De Groof et Stas le permettent. N'ayez crainte, nous vous écouterons avec attention par la suite: on est infatigable dans cette commission. Y a-t-il des questions sur l'exposé de Mmes Rigaux et Dahin?

Marie-Christine Marghem (MR): Merci pour votre exposé très clair et qui va à l'essentiel. Par rapport au secret professionnel, il y a l'articulation de cette obligation qui probablement s'impose à vous et du fait d'inciter fortement et d'aider dans certains cas la victime à déposer plainte et la collaboration avec la justice dans ce cadre.

Anne-Françoise Dahin: Souvent, les victimes sont dans la terreur de porter plainte parce que c'est un acte symbolique dont elles sentent l'impact. Elles ont peur aussi parce que des phrases sont restées imprimées dans leur tête, qu'on leur a dit: "Si tu parles, il va y avoir quelque chose de terrible." Nous devons donc aider d'abord la victime à démonter tout ce qu'on lui a dit: qu'elle est coupable, qu'elle a aimé ça. La question du plaisir est là, même chez l'enfant et celui-ci peut avoir éprouvé du plaisir mécanique. Les victimes sont tellement dans la confusion, si honteuses qu'elles ont peur d'entendre qu'on leur dise qu'en effet, elles sont coupables. C'est cette confusion et cette terreur qui les empêchent souvent de porter plainte. Nous devons accomplir tout un travail pour rétablir le cadre de la loi et démonter toutes ces croyances. Cela prend déjà tout un temps.

Nous avons une position plus facile parce que souvent, nous recevons des adultes, qu'il n'y a plus de danger réel. Il nous arrive de recevoir des enfants quand ils sont passés par SOS Enfants. Parfois, cela se passe mal et ils viennent alors chez nous. C'est tout relatif parce que ce sont quand même des questions transgénérationnelles. Il existe ce risque qu'une personne abusée devienne abuseur à son tour mais si elle vient à l'aide, c'est qu'elle veut sortir de ce cercle.

Quels sont nos garde-fous? Il y a des réunions d'équipe pour discuter des cas difficiles. Il y a des supervisions, pour lesquelles nous nous adressons à un intervenant extérieur. S'il y a une nécessité de signaler quelque chose, on le ferait après réflexion, après consultation. Mais je

travaille depuis 18 ans et je n'ai pas eu à faire cela. Le travail d'information et le fait de sortir les victimes de leur terreur auront suffi. En outre, je sais que mes relais auprès de la justice vont être pertinents; je m'en assure.

Dans la procédure pénale, aucune directive ne mentionne qu'il faut laisser une place à la victime quand elle se présente. Il n'est pas tenu compte des victimes dans tous les aspects de la procédure.

Dans les procès d'assises, il y a une différence de hauteur. Les victimes sont dans le public. Elles ne savent même pas parler à leur avocat. Si l'auteur disait une chose qui n'est pas vraie, elles ne savent rien dire, parce que l'avocat est parfois très loin. Elles sont comme n'importe quel citoyen. Elles ont des droits, par exemple, celui d'être informées si une libération conditionnelle intervient, mais pas pour une personne qui va à fond de peine.

Tout est ainsi. Il n'est pas tenu compte des victimes. Si elles veulent une information de justice, elles doivent la demander. Certes, il y a un service d'accueil des victimes au parquet, qui est très bien et qui va les aider à préparer une audition. Cela n'existait pas auparavant, mais les victimes doivent le demander. Dès lors, elles ne se sentent pas prises en compte.

Valérie Déom (PS): Je voudrais vous poser une question concernant la récidive. À en croire les acteurs de terrain, le risque de récidive est important quand il est question d'abus sexuels. En outre, une distinction est établie entre les faits commis dans le cadre intrafamilial et ceux commis dans un contexte extrafamilial. Et le risque de récidive semble être plus important lorsque les faits sont commis dans ce dernier contexte.

Cela dit, quand on lit certaines études sur la récidive, on constate que le taux de récidive n'est pas plus grand en cas d'abus sexuel que pour tout autre type délit.

Pour plus de 80 % des cas, les abus sexuels sont commis dans le cadre intrafamilial où, pour des raisons contextuelles, le risque de récidive est moins grand. Les 20 ou 15 % restants se passent dans un contexte extrafamilial avec un chiffre de récidive de 12 ou 13 %. Le risque de récidive dans ce contexte est donc réel.

Sur la base de votre expérience en tant que membre d'un service d'aide aux victimes et aux justiciables, pouvez-vous nous confirmer que le

risque de récidive dans le contexte extrafamilial est beaucoup plus important que dans le contexte intrafamilial?

Anne-Françoise Dahin: C'est une question de diagnostic. Quelqu'un commet l'abus sexuel pour une certaine raison, qu'on va diagnostiquer. Les récidivistes dont vous parlez sont qualifiés de pervers. On va établir un diagnostic de perversion. Cela représente un petit pourcentage des cas d'abus sexuels. Ils sont difficilement soignables, ils posent beaucoup de problèmes pour les prises en charge thérapeutiques car ils ne comprennent pas qu'ils commettent des infractions.

Je pense qu'il y a un risque de récidive intrafamiliale aussi à travers les générations.

Quand on parle de la loi à une victime d'inceste, c'est à la fois pour que l'auteur soit reconnu hors la loi mais aussi pour faire revenir cette victime dans la loi. Il peut arriver qu'il y ait des passages à l'acte des victimes sur elles-mêmes – on parle d'automutilation – mais aussi sur la génération suivante.

La question de la transmission dans les générations est différente de celle de la perversion.

Le soin envers les auteurs et les victimes est précieux pour la société.

Valérie Déom (PS): Vous avez une approche globale. Vous êtes une courroie de transmission, un intermédiaire, un accompagnant de la victime vers la justice, en ce compris le contact avec les services de police afin d'être certain que la victime aura affaire à un policier formé pour l'auditionner. Vous contextualisez la problématique au départ. Vous avez votre expérience sur Bruxelles. Les services d'aide dans les autres arrondissements travaillent-ils comme vous? En ont-ils les moyens? Y a-t-il suffisamment d'interlocuteurs au sein des services de police?

Anne-Françoise Dahin: Comme vous le savez, cela a été régionalisé. Avec la régionalisation, nos deux services bruxellois ont, d'une certaine manière, été coupés des douze ou treize autres services wallons. Nous avons dû établir un nouveau décret pour redéfinir la mission. Une question s'adresse aux collègues néerlandophones qui y répondront eux-mêmes.

Le grand problème est la prise en charge à long terme. Lorsque nous avons renégocié le décret, nous avons redéfini l'accompagnement

psychologique qui nous permet de suivre les personnes à long terme et aussi des personnes de faits anciens. Du côté wallon, la définition de l'accompagnement psychologique a été conservée. C'est une drôle de définition: "... à l'exception des troubles persistants". Or, les personnes abusées sexuellement dans l'enfance ont des troubles persistants. C'est comme si elles étaient devenues des malades qui, de ce fait, doivent passer dans le réseau des soins. Mais, elles restent des victimes.

Pour ce qui est du côté néerlandophone, nous travaillons beaucoup avec notre homologue Groot Eiland sur Bruxelles car nous avons un accord de coopération. Là où nous sommes différents, c'est que, contrairement à nous, ils peuvent intervenir pour des faits récents, dans les trois mois, mais pas pour les faits anciens. Je propose qu'ils vous en disent davantage. C'est une autre structure. Peut-être manque-t-il alors d'un lieu pour la reconnaissance des faits anciens. Sinon, ils sont envoyés en santé mentale. C'est en tout cas ma vision. Ce qui est positif sur Bruxelles, c'est que nous travaillons en étroite collaboration avec les néerlandophones. Nous avons des accords de collaboration. Ce sont eux qui nous ont appris à travailler avec les vidéos dans les formations. Ils sont plus anciens que nous et ont une approche structurelle vraiment intéressante. Cela se passe bien et heureusement! Cependant, comme cela a été régionalisé, cela dépend du bon vouloir des travailleurs. C'est la Belgique!

En ce qui concerne la collaboration en Wallonie, la question est qu'ils sont moins nombreux. Il arrive que des services n'aient qu'un temps plein assistant social, qu'un temps plein psychologue pour les missions des justiciables hors prisons. Ils ont moins de moyens. Les territoires sont parfois très étendus en Wallonie. Nous-mêmes, notre territoire, ce sont les dix-neuf communes plus les communes limitrophes. On a très peu de moyens pour les frais de fonctionnement.

La présidente: Beaucoup d'intervenants ont parlé de listes d'attente pour les victimes et, par conséquent, de moyens clairement insuffisants. Si une victime a décidé de faire cette démarche – surtout une victime d'abus sexuels car vous nous avez dit combien c'est difficile pour elle – mais qu'on lui répond par téléphone qu'elle ne peut être reçue que dans un mois et demi, cela risque de la décourager, avec toutes les conséquences que cela peut avoir.

Je vous garantis que nous avons invité d'autres fédérations mais personne n'a souhaité venir. Il ne

s'agissait pas d'inviter uniquement Bruxelles. La Flandre est d'ailleurs représentée ici.

Avez-vous des listes d'attente? Nous poserons également la question par écrit aux fédérations wallonnes.

Anne-Françoise Dahin: Pour l'instant, nous n'avons pas de liste d'attente. Mais nous sommes nombreux dans notre service: environ 12 travailleurs et cinq psychologues et il y a l'autre service. Autrement, nous sommes deux. Donc nous n'avons pas de liste d'attente comme telle.

Vous avez entendu parler des accords de coopération. Pour l'instant, si une victime va porter plainte, on va lui proposer qu'un service d'aide la recontacte si elle le souhaite. Le modèle proposé est très bon: c'est ça, la main tendue. L'initiative sera du côté de la société pour prendre de ses nouvelles.

Le modèle original du côté neerlandophone prévoit que le recontact soit fait par des bénévoles; ce modèle est appelé « citoyen pour citoyen »: un citoyen se manifeste auprès de la victime qui, n'étant pas considérée comme malade, n'a pas besoin dans un premier temps de professionnels. Ces bénévoles sont formés très sérieusement par les services d'aide aux victimes.

C'est un modèle tout à fait pertinent. Du côté francophone, nous pensons que le bénévolat est moins bien perçu, c'est une question de mentalité différente. Si les accords étaient signés, nous pensons que le recontact se fera pas les professionnels de l'aide aux victimes. C'est vrai que c'est du travail, ce recontact, et des frais de fonctionnement supplémentaires.

Mais, pour l'instant, sur Bruxelles, il n'y a pas de liste d'attente. Les visites à domicile, c'est plus difficile parce que le territoire est vaste. Mais souvent, les personnes abusées, ce ne sont pas elles qui les demandent, ce sont plutôt les personnes blessées,... Mais c'est vrai qu'il y a une question de sous-financement du secteur.

À Bruxelles, ces dernières années, on est mieux loti, sauf, je dirais, au niveau des frais de fonctionnement.

Charlotte Rigaux: En ce qui concerne l'ASBL "Autrement", on ne fonctionne pas avec des listes d'attente, mais on est quasi à saturation permanente. On essaie de relayer, lorsqu'il s'agit de problématiques spécifiques, vers d'autres services.

Ou alors, on a la chance d'avoir une autre ASBL qui a le même mandat. On essaie alors de voir avec eux s'ils peuvent nous aider. C'est vrai qu'on adapte notre travail. Comme, par exemple, les visites à domicile: c'est plus difficile. On va proposer, dans un premier temps, si une personne souhaite avoir un suivi psychologique et que ce n'est pas faisable avant un mois, la rencontre avec une assistance sociale qui peut déjà examiner la situation.

Donc il y a toujours des choses qui sont proposées, mais c'est vrai qu'on agit en permanence avec les moyens du bord.

La présidente: Y a-t-il d'autres questions? (*Non*)

On va donc vous libérer à heure et à temps, si je puis m'exprimer ainsi.

Si vous avez le courage, l'une et l'autre, de nous donner d'autres types d'information que vous n'avez pas eu l'occasion de nous communiquer aujourd'hui, n'hésitez pas à nous écrire le cas échéant. En effet ce travail de terrain nous importe et il ne s'agit pas de dire qu'il n'existe pas. Je sais que votre temps est compté mais si c'est possible, n'hésitez pas à nous envoyer les grandes lignes de votre travail et ce qu'il faudrait améliorer.

Je vous remercie.

Frans Heylen: Mevrouw de voorzitter, ik ben vertegenwoordiger van de Centra Algemeen Welzijnswerk. Ik ben Frans Heylen, voorzitter van de federatie van alle CAW's van Vlaanderen. Er zijn er intussen 25 in Vlaanderen, in een twintigtal regio's. Het is de bedoeling van onze minister dat er wat minder zouden komen op termijn. Nu zijn de regio's minimaal 150 000 inwoners, en dat zal waarschijnlijk evolueren naar een 300 000-tal inwoners minimaal, op termijn.

De CAW's hebben heel veel diverse opdrachten, die ik even overloop. Onze kernzin is dat het CAW opkomt voor kwetsbare mensen. Mensen die het moeilijk hebben door gebeurtenissen in hun persoonlijk leven; dat is een van de thema's waar we mee bezig zijn, namelijk familiale problemen, scheiding, verlies, zingevingsvragen, eenzaamheid, stress. Een tweede grote doelgroep omvat mensen die slachtoffer zijn van sociale uitsluiting en die niet tot hun recht komen in onze samenleving, thuislozen, jongeren aan de rand, kansarme gezinnen. Een derde grote doelgroep zijn mensen die als dader of als slachtoffer van een misdrijf in een kwetsbare situatie

terechtkomen.

Wij ondersteunen die mensen met hulpverlening op de eerste lijn en wij voeren ook acties voor een meer solidaire samenleving, in die zin dat wij met de signalen die wij opvangen van onze klanten, daders en slachtoffers, ook proberen om een maatschappelijk debat te voeren. Vandaar ook dat wij graag hier mee aanwezig zijn om onze ervaringen met u te delen.

In ons nieuw decreet zult u lezen dat wij drie kerntaken hebben: ten eerste, onthaal en vraagverduidelijking, ten tweede, sociale begeleiding bieden en, ten derde, preventie en beleid signaleren.

Binnen dat groot terrein – dat zijn allemaal nog redelijk grote categorieën – hebben wij ons aanbod inzake geweld en misbruik voor u op een rijtje gezet. Dat document is zopas rondgedeeld, en ik zal het met u even overlopen, zodanig dat u een zicht kunt hebben op wat wij als CAW's allemaal daaromtrent doen. Mijn collega Kris De Groof zal straks meer onze visie omtrent geweld en misbruik, van waaruit wij werken, toelichten. Collega Kris Stas zal het vooral hebben over de deontologische code en de manier waarop wij dienaangaande met een aantal pertinente vragen en problemen omgaan.

Wij hebben in ons aanbod slachtofferhulp. Dat is daarstraks al even door de collega's uit het Brusselse toegelicht. Daarvoor hebben wij een sectorprotocol, waarin de bijkomende opdracht wat hulp en dienstverlening aan slachtoffers van misdrijven betreft, wordt toegelicht. Het gaat zowel over meerderjarigen als minderjarigen en hun naasten, aan wie materiële, fysieke of morele schade toegebracht is als gevolg van een handeling die, of een verzuim dat strafbaar gesteld is in het Strafwetboek of door bijzondere strafwetten, of die daarvan getuigen waren.

Ook nabestaanden van dodelijke verkeersslachtoffers, nabestaanden na zelfdoding en slachtoffers van rampen moeten worden geholpen bij de uitoefening van hun recht op hulp en maatschappelijke dienstverlening.

Tot slot vermeldt het sectorprotocol dat ook misdrijfslachtoffers die geen klacht ingediend hebben bij de politionele of justitiële diensten, tot de doelgroep van slachtofferhulp behoren.

Onze doelstellingen en opdrachten worden ook in het sectorprotocol omschreven.

Ten eerste is het helpen van slachtoffers bij de uitoefening van hun recht op maatschappelijke dienstverlening uiteraard een belangrijke opdracht. Ten tweede willen wij voor de doelgroep de toegankelijkheid tot onze eigen diensten, alsook tot de maatschappelijke dienstverlening, bevorderen en bewaken. Ten derde willen wij de maatschappelijke positie van de doelgroep structureel verbeteren via sensibilisatie, beleidssignalering en beleidsbeïnvloeding.

De hulpverlening die aangeboden wordt, is gericht op politionele, justitiële, administratieve, materiële, psychosociale, lichamelijke en zingevingaspecten van het slachtofferschap en hun onderlinge wisselwerking.

De hulpverlening omvat vaak tegelijk informatieve, praktische, emotionele en psychologische steun in alle fasen van de rechtsgang. Bemiddelend optreden bij allerlei instanties en de slachtoffers ondersteunen bij bemiddelingsinitiatieven worden waar nodig aangeboden.

Dat brengt mij bij een opmerking die daarstraks al even aan bod kwam. De hulp wordt actief en kort na de feiten aangeboden met het oog op een normale verwerking. Dat is wel een verschil met wat de collega's daarstraks zeiden. De diensten voor slachtofferhulp zijn expliciet opgericht om snel te reageren op recente feiten. Dat is hun kerntaak. Als er echt een aanslepend probleem is, als er een pathologie ontstaat, moeten wij ofwel intern verwijzen naar andere diensten van het CAW, ofwel extern, naar een Centrum voor Geestelijke Gezondheidszorg of naar meer gespecialiseerde therapeutische diensten. Dat is misschien een verschil met wat hier daarjuist aangegeven werd.

Ik kom aan het tweede aanbod van de CAW's. Wij hebben teams hulpverlening aan seksuele delinquenten. Ik heb begrepen dat hulpverlening aan daders volgende week aan bod komt, maar ik wil het hier toch even situeren in de context van wat de CAW's allemaal doen. Er is ter zake een samenwerkingsakkoord met de Vlaamse overheid en de federale Staat, waarin de werkwijze van de hulpverlening, de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik uitgelegd wordt.

De doelgroep zijn dan wel de meerderjarige justitieclënten. Het gaat dan om potentiële daders die feiten van seksueel grensoverschrijdend gedrag stelden of stellen, zoals, en dit staat dan ook uitdrukkelijk omschreven, incest, pedoseksueel gedrag, verkrachting en exhibitionisme.

Om voor begeleiding in aanmerking te komen, is het wel belangrijk, omdat er ambulante gewerkt wordt, omdat er via gespreksmethodiek gewerkt wordt, dat er een minimumbesef is van normoverschrijding, dat er akkoord wordt gegaan met afspraken aangaande begeleiding/hulpverlening, dat men over voldoende cognitieve, affectieve en communicatieve mogelijkheden beschikt, dat ambulante begeleiding zinvol is en nodig is en dat er geen zware verslavingen of ernstige psychiatrische problematiek aanwezig zijn. De doelstelling kunt u ook nog verder nalezen in de tekst.

Ik kom nog even op de leerprojecten voor daders van seksueel geweld. De leerprojecten kan men situeren in het kader van de alternatieve gerechtelijke maatregelen. In dat kader is er ook het hulpverleningsaanbod vanuit de CAW's. De doelgroep zijn weer daders van seksueel grensoverschrijdend gedrag dat in de juridische betekenis van het woord de kwalificatie delict krijgt. Het gaat ook weer over meerderjarigen, meerderjarige plegers van zedenfeiten, personen die niet volledig ontkennen en personen die in aanmerking komen voor ambulante begeleiding. Er zijn uiteraard ook een aantal uitsluitingcriteria. Ook daar zijn de doelstellingen gelijkaardig aan die van de HSD-teams.

Het aanbod Dader In-Zicht is ook in het kader van alternatieve gerechtelijke maatregelen. Dat is ook een maatregel die onmiddellijk aansluit bij het gepleegde misdrijf en de psychosociale situatie van de dader zelf. Het is de bedoeling dat de persoon tot inzicht komt en meer zicht krijgt op wat hij heeft aangericht als dader, zodanig dat hij zich daarvan bewuster wordt, want de ervaring is dat dat vaak een probleem is.

De doelgroep is ook weer mensen die een misdrijf gepleegd hebben, de feiten hebben bekend, meerderjarig zijn enzovoort. Ook een aantal uitsluitingcriteria zijn daar aan de orde.

Een vijfde hulpverleningsvorm heeft betrekking op partnergeweld. Minister Vervotte heeft in juli 2006 een aantal voltijdse medewerkers aan de CAW's toegevoegd, met de bedoeling een aanbod rond partnergeweld te ontwikkelen. De volgende doelstellingen werden naar voren geschoven: er moest een preventief aanbod verwezenlijkt worden en er moest een duidelijk en toegankelijk aanspreekpunt gecreëerd worden, zowel voor burgers, politie, parket als andere welzijns- en gezondheidsdiensten.

Er zou ook een samenwerkingsverband ontwikkeld moeten worden, evenals een netwerkstructuur, met duidelijke afspraken, zowel intern binnen het eigen CAW als extern, met politie, parket en andere welzijns- en gezondheidsdiensten, zodat er een geïntegreerd hulpaanbod ontstaat. Er werd ook gepleit voor een verruiming van het hulpaanbod dat kan worden ingezet in situaties van intrafamiliaal geweld. Er moest een laagdrempelige, outreachende werkwijze gehanteerd worden. De deskundigheid verhogen was ook een van de belangrijke doelstellingen.

Daarnaast heeft de minister nog een aantal aspecten bijkomend onderstreept, namelijk crisisinterventie – zo snel mogelijk reageren op een acute geweldsituatie – en aandacht besteden aan alle leden van het cliëntsysteem.

Een andere doelstelling is het creëren van een hulpaanbod met vaardigheidstrainingen, psychosociale begeleiding en therapie, hetzij intern binnen het CAW of extern, door een partner uit het samenwerkingsverband. Het is de bedoeling, als dat in een extern hulpaanbod gerealiseerd zou worden, dat het CAW dan de rol van casemanager zou opnemen. De hulpverleningsketen moet dan ook wel zo kort mogelijk gehouden worden, vandaar de netwerkfunctie. Het Steunpunt Algemeen Welzijnswerk werd dan ook gevraagd om heel die procedure mee op poten te zetten. Daarover zal de heer De Groof straks nog een aantal zaken vertellen.

In een tweede punt in de nota die u hebt gekregen, ziet u ook de samenwerkingsakkoorden en de omzendbrieven die wij kennen en waar de CAW's zich aan te houden hebben. Er is het Vlaams samenwerkingsakkoord rond slachtofferzorg. Er is het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de Vlaamse overheid inzake begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik. Er is ook een ministeriële omzendbrief.

In een derde punt wil ik met u een aantal cijfers overlopen. Dat is altijd zinvol. Ter inleiding moet ik wel zeggen dat wij in de registraties – dat is misschien een beetje technisch – een onderscheid maken tussen onthaal en een instapgesprek. Een instapgesprek is een gesprek waarin bekeken wordt welk hulpverleningsaanbod een cliënt nodig heeft. Als hij in dat hulpverleningsaanbod stapt, dan start de begeleiding. Dat is een aparte registratie. Zo moet u de cijfers bekijken die

daarna komen. Niet iedereen stapt vanuit het onthaal in een begeleidingsaanbod.

Onthaal is dan wel een breed begrip waarin vraagverduidelijking, kortdurende en praktische hulp heel centraal staat. Het is niet zo dat onthaal louter ontvangst is; het is een heel proces aan begeleiding maar dan kortdurend, meer verkennend.

In totaal, om het te situeren in een brede context van een CAW, kunt u zien dat wij in 2009 104 000 cliënten hadden in onthaal en directe hulp waarvan er 41 000 doorgestroomd zijn naar begeleiding. Als we dan meer en meer gaan focussen op slachtofferhulp, als we dan de cijfers van slachtofferhulp uit dit hele pakketje halen, dan ziet u dat er daar 9 990 registraties zijn van onthaal binnen de diensten slachtofferhulp. Door die diensten werden, als er sprake was van een misdrijf waarmee dat onthaal gelieerd was, die misdrijven ook apart geregistreerd. U ziet daar dat we dat voor 6 236 van die registraties kunnen detailleren. Als we daar de zedenfeiten en de misdrijven tegen personen nog eens uitlichten, dan ziet u de details voor 2 906 aanmeldingen tegen personen. U kunt zien welke de feiten zijn waarrond aangemeld wordt. Bij de zedenfeiten vindt u ook een detail voor die feiten die daar vermeld zijn. Ook bij psychische mishandeling is het meer in detail weergegeven.

Als we dan eens verder kijken hoeveel cliënten er uiteindelijk in de begeleiding terechtgekomen zijn, dan zien we dat er 2 228 doorstromen in de begeleiding slachtofferschap, wat een heel divers aanbod kan zijn. Dat inzake de registratie van de CAW's in de brede betekenis.

U weet het of u weet het niet, maar sinds augustus hebben wij middelen gekregen als algemeen welzijnswerk om een telefonisch meldpunt te organiseren, dit naar aanleiding van het opschorten of afschaffen of hoe u het ook noemt, van de commissie-Adriaenssens. U vindt daar de cijfers sindsdien. Dat is louter een telefonisch meldpunt dat georganiseerd werd in Gentse CAW's. Die telefoon is twee keer bekendgemaakt, bij het oprichten ervan en onlangs is het ook in de belangstelling geweest. Wij hebben daar echt heel weinig reclame mee gemaakt. U ziet dat er daar 92 oproepen geweest zijn en 79 mails. Dertien van die telefoons en acht van de mails hadden dan betrekking op dossiers die reeds aangemeld waren bij de commissie. Negenenvertig en 59 dossiers werden nog niet eerder aangemeld.

U ziet waar het ongeveer over ging: vraag om informatie, het verhaal doen, specifieke vraag om begeleiding, vraag om klachten en verhalen te bundelen, vraag naar lotgenotengroep, vraag om met een geestelijke te praten, vraag rond financiële vergoeding en therapie.

Tot 31/8 waren dat er 31 en 30. De overige dateren van daarna, van 1/9 tot en met 31/3. De meeste komen eigenlijk van daarna. Het aanbod dat wij hebben gedaan, is echt telefonische hulpverlening geweest: toelichting geven bij de werking, naar verwachtingen polsen, luisteren naar het eerste verhaal, eerste opvanggesprek, verstrekken van informatie, vraagverheldering enzovoort.

Er werd, indien nodig, ook gezocht of verwezen naar verdere begeleiding, eventueel bij andere CAW's, diensten geestelijke gezondheidszorg of privétherapeuten. Ook verwijzing naar Justitie bij vragen rond dossiers bij Justitie.

Dan hebben wij nog wat algemene cijfers rond de problematiek van IFG. U ziet dat men in de onthaalfiches een aantal problematieken kan registreren, maximum vijf. Die worden dan in categorieën ondergebracht; 8 100 meldingen hadden te maken met IFG-problematiek.

Dan hebben wij ook nog een tabelletje voor u rond de 5 582 cliënten die wij bereiken via e-mail of chat. Wij zijn actief bezig met vooral de jongerenadviescentra om te werken rond chathulpverlening. Wij merken dat dit heel drempelverlagend is voor cliënten om met een aantal verhalen te komen. U ziet waar die vragen of meldingen dan gaan.

Rond begeleiding. Wij bieden drie specifieke IFG-modules aan. Een module is een eenheid van begeleiding. Het totaal van een begeleiding kan soms uit meerdere modules bestaan binnen een CAW. U ziet dat wij 4 052 modules aangeboden hebben: een begeleiding intrafamiliaal geweld voor 1 404 dossiers, integrale residentiële begeleiding – hoofdzakelijk opvang van slachtoffers van partnergeweld in vluchthuizen – en begeleiding slachtofferschap 2 228.

Als wij de IFG-problematiek nog even verder bekijken, zien wij dat het in de meeste gevallen over partnergeweld en oudermishandeling gaat en dat kindermishandeling en kinderverwaarlozing ook aan bod komen. Als wij even de cijfers rond pleeghulp bekijken, zijn er de daarstraks reeds aangehaalde werkvormen zoals de leerprojecten, Dader In-Zicht, Slachtoffer in Beeld en natuurlijk

HSD.

U ziet dat er 8 074 cliënten in het onthaal werden opgevangen en 1 883 in begeleiding gekomen zijn, zowel voor HSD als voor justitieel welzijnswerk. Voor de leerprojecten is er een subtotaal van 848 dossiers.

Verder vindt u nog een aantal tabellen over de problematiek geregistreerd bij begeleiding van seksuele delinquenten, waarover het bij de begeleidingen zonet ging, over de problematiek bij de leerprojecten en Slachtoffer in Beeld, over de feiten waarvoor mensen verwezen zijn en over Dader In-Zicht.

Op die manier hebt u hopelijk een beetje zicht op wat de CAW's doen in het landschap van dader- en slachtofferhulp. Mijn collega's gaan uitleggen op welke manier wij dat doen en vanuit welke visie.

Kris De Groof: Ik wil beginnen met de aanwezigen te bedanken voor het feit dat u hier nog zit. Ik denk dat de aandacht ondertussen een beetje verslapt is, maar wij doen ons best om u te animeren.

Vandaag is het de Europese Dag van het Slachtoffer. Ik wil dat even vermelden omdat ik dat redelijk historisch vind.

In elk geval is het voor mij de bedoeling om een aantal dingen rond hoe wij kijken naar geweld en misbruik toe te lichten. Ik ga niet alles wat in de tekst staat met u bespreken. Ik pik daar een aantal dingen uit die volgens mij belangrijk zijn, gezien het late tijdstip.

Ik wil ook nog kort even ingaan op een aantal dingen die wij deze namiddag hebben gehoord, want wij zijn hier komen luisteren naar wat de andere sprekers te zeggen hadden. Wij hebben hier en daar zeker aanvullingen te doen.

Ik wil beginnen met het document, als aanvulling op wat Anne Lemonne in de vroege namiddag wist te vertellen rond de behoeften van het slachtoffer. Waarom wil ik dat toch aanvullen? Het is een belangrijk onderzoek dat het NICC heeft gedaan.

Wat wij in deze tekst hebben geprobeerd, is de behoeften te bundelen: waar zitten die behoeften, rond welke gebieden? In die zin wilde ik dat kort met u overlopen.

Er is een literatuurstudie geweest van ten Boom die eigenlijk gepeild heeft naar behoeften van

slachtoffers, waarin zij een onderscheid maakt tussen emotionele behoefte, behoefte op het vlak van het strafproces in ruime zin, behoefte aan informatie, behoefte op praktisch gebied, financiële behoefte en primaire behoeften.

Het leuke eraan is dat op het einde van die behoeften ook nog eens een onderscheid wordt gemaakt tussen behoeften per delict. Welke slachtoffers van welk misdrijf hebben welke speciale behoeften?

Het onderzoek start met de behoeften op emotioneel gebied. Dat is onder andere de behoefte aan eerste opvang, steun en erkenning. Daar is vandaag al vaak over gesproken. Behoeft in het kader van verwerking, herstel, afsluiting van het gebeurde en hulp om dit te kunnen afsluiten.

Wat ik ook in de tekst heb proberen te doen, is te kijken aan welke instantie de behoefte die er is, moet worden gericht. Wie kan die behoefte vervullen? Soms is dat de politie, soms is dat Justitie en soms is dat hulpverlening.

Slachtoffers hebben kort na het delict nood aan eerste opvang en steun. Zij hebben nood aan een houding die zorg uitstraalt en aandacht en steun verleent. Zij hebben dit in eerste instantie nodig van mensen uit hun omgeving, maar ook van de politie. Ook na het delict en in de rechtszaal hebben zij een luisterend oor nodig, iemand om mee te praten, en dan vooral van iemand uit hun omgeving.

Volgens ten Boom wordt de behoefte aan erkenning van politie en Justitie verwacht en gaat het over de behoefte om gezien te worden als wie zij zijn, enerzijds, en gezien te worden in hun slachtofferschap, anderzijds. Zoals een aantal sprekers daarnet al heeft gezegd, wil een slachtoffer worden gezien in wat hem is overkomen en wie hij nog is, naast zijn slachtofferschap.

Volgens een onderzoek van Carr in 2003 zijn er twee essentiële stadia waarin positieve contacten met mensen in een strafrechtelijk systeem cruciaal zijn voor de slachtoffers. Het eerste is het contact met de politie. Onderzoek toont aan dat het eerste contact met de politie doorheen de jaren heel positief is geëvolueerd. Wij stellen vast dat het gevoel is voor de slachtofferproblematiek enorm toegenomen is. Dit contact is vaak heel kort, maar wordt door slachtoffers sterk herinnerd, vooral wanneer de politie heel hulpvaardig is of wanneer zij dat

helemaal niet is. Beide uitersten worden heel goed onthouden.

Veel emotionele behoeften hebben te maken met verwerking, herstel en mogelijk afsluiten van wat er is gebeurd. Dit kan op verschillende manieren gebeuren. De ene wil erover praten, ook tijdens de zitting, terwijl de andere er net niet over wil praten. Het ene slachtoffer wil een confrontatie, ook met de pleger, terwijl een ander alles doet om het contact te vergeten en zich daarvan af te sluiten. Mensen willen verder met hun leven en soms willen zij ook de pleger vergeven. Het is belangrijk om zich weer veilig en zeker te voelen.

Er is een behoefte aan een bijdrage van de pleger. Sommige slachtoffers willen bijvoorbeeld een gesprek met de pleger of hebben nood aan het ontvangen van excuses, of willen weten wat er allemaal gebeurd is en willen dat van de pleger horen. Volgens ten Boom wil een aantal slachtoffers ook komen tot een herstelde relatie met de pleger of met de brede maatschappij.

Wat behoefte betreft op het vlak van strafproces in ruime zin, er is behoefte aan een snelle respons van de politie en, waar mogelijk, een ingrijpen in de situatie. Dit heeft vaak met veiligheid te maken. Een sympathieke houding, luisterbereidheid, betere informatie over de voortgang en het verloop van hun dossier en vlotte doorverwijzing naar slachtofferhulp worden aanbevolen.

Daarnaast willen de slachtoffers ook zelf informatie geven. Ze willen niet alleen informatie krijgen over hetgeen met hun dossier gebeurt, maar ook de mogelijkheid krijgen om aan te geven wat volgens hen nog belangrijk is, en om bepaalde zaken mee te geven. In die zin is het soms ook belangrijk om de slachtoffers niet enkel een keer te verhoren, maar om ook de ruimte te creëren om bijkomende pv's op te stellen, waarin de slachtoffers bijkomende informatie kunnen verstrekken.

Bovendien zijn er slachtoffers die geconsulteerd willen worden voor er belangrijke beslissingen met betrekking tot de pleger of het strafdossier worden genomen, maar die geen beslissingsrecht willen. Andere slachtoffers willen wel instemmingsrecht met betrekking tot belangrijke beslissingen. Sowieso willen slachtoffers als procesdeelnemer en belanghebbende worden gezien. Naar mijn mening onderschatten we echt hoe belangrijk het is voor slachtoffers om een stem te hebben in hetgeen hen overkomen is.

Slachtoffers willen ook informatie met betrekking

tot het strafdossier ontvangen. Ten Boom stelt vast dat slachtoffers vanuit politie en Justitie nood hebben aan arrestatie en bestraffing van de pleger. Het slachtoffer heeft behoefte aan gerechtigheid. Er zijn slachtoffers die de behoefte aan wraak uiten. Dat is nog iets anders dan gerechtigheid. Anderen willen geen actieve rol in het proces, en enkel als getuige betrokken worden. Er zijn ook slachtoffers die nood hebben aan *mediation* tussen het slachtoffer en de pleger. Dat is hetgeen waar we daarstraks over gesproken hebben, namelijk de herstelbemiddeling.

Wemmers geeft aan dat het voor slachtoffers vaak veel belangrijker is om rechtvaardig behandeld te worden, dan om effectief betrokken te worden bij de beslissing over de straf. Slachtoffers verwachten wel, en vinden het belangrijk om een positieve interactie met justitiële actoren, en de procureur des Konings in het bijzonder, te hebben. Dat geeft hun het gevoel betrokken te zijn bij hun dossier en geïnformeerd te worden over de ontwikkeling ervan.

Een andere behoefte die zich bij de slachtoffers stelt, is de hulp die men nodig heeft met betrekking tot de rechtsbijstand. Daarnaast heeft men ook nood aan een minder strikt juridische en ruimere bijstand bij hetgeen zich voordoet rondom een rechtszaak. Men noemt dat informatie of hulp bij een rechtszaak. Dat is daarstraks ook aan bod gekomen. Ik denk dat de hoogzwangere dame die nu weg is, effectief zei dat mensen vaak willen dat iemand de juridische taal en hetgeen er gebeurt, vertaalt. Men wil de weg gewezen worden. Men wil informatie krijgen over hetgeen men kan verwachten, over de lopende procedure, de zaken waarin men een stem heeft, welke vragen men kan stellen, en dergelijke meer.

In buitenlandse voorbeelden wordt ter zake de politie als verantwoordelijke partij gezien, terwijl het in België een gedeelde verantwoordelijkheid is van de politie, bij de eerste opvang, van slachtofferonthaal bij de justitiehuisen en van slachtofferhulp.

Wat ook belangrijk is om te vermelden, is een grote informatiebehoefte. Ik kom er zo dadelijk nog even op terug. Uit onderzoek dat in België en Vlaanderen is gevoerd, blijkt dat de informatieopdracht van de politie op dat vlak vaak faalt. Hoewel de politie eigenlijk de instelling is die het eerst met slachtoffers in contact komt, worden de slachtoffers vaak slecht of verkeerdelijk geïnformeerd. Nochtans is de politie heel slachtoffervriendelijk. Dat is een groot verschil.

Er is dus een duidelijke sensibilisering. Slachtoffers voelen zich ook gehoord. Anderzijds blijkt echter dat het geven van informatie bij de politie vaak niet zo goed verloopt.

De periode van de dagvaarding tot na de zitting blijkt volgens Carr (?), een onderzoeker, heel belangrijk om noodzakelijke informatie over te brengen. Recht op informatie en een positieve interactie zijn cruciaal voor slachtoffers. Een slachtoffer dat zonder rechtsbijstand in een strafzaak een rol wil spelen, is zeker nog geen ervaren procesdeelnemer, terwijl de andere deelnemers dat wel zijn.

Zulks maakt de informatiebehoefte heel groot. Slachtoffers hebben nood aan uitleg over de gang van zaken, over wat wordt verwacht en over wat zijn plichten en zijn rechten zijn. Bedoelde informatiebehoefte wordt zowel aan slachtofferhulp als aan politie geuit, maar zou zeker ook in België voor slachtofferonthaal kunnen gelden.

Bovendien heeft het slachtoffer behoefte aan informatie rond bescherming of aan informatie die hem toelaat inzicht te krijgen in het hoe en waarom iets is gebeurd. Een aantal slachtoffers heeft ook, zoals ik zei, echt behoefte om het hoe en waarom aan de plegers zelf te vragen. Slachtoffers zitten vaak met het gevoel dat zij de puzzel niet helemaal gelegd krijgen. Er zijn een aantal zaken die het weet, heeft gezien en heeft kunnen ervaren. Echter, een aantal zaken weet het niet. Waarom ben ik gekozen? Waarom is mijn huis gekozen om in te breken? Waarmee heeft dat te maken? Zij zoeken naar antwoorden.

Het voorgaande is volgens ten Boom eigen aan het slachtofferschap, omdat de strafzaak het slachtoffer persoonlijk raakt.

Bovendien is er nood aan informatie met betrekking tot het verwerken van het gebeuren en over preventiemogelijkheden. Inzake de preventiemogelijkheden, is de preventiebehoefte bij inbraken en dergelijke heel erg voelbaar.

Slachtoffers willen actief bij hun eigen herstel en preventie worden betrokken. Volgens Pemberton, een belangrijk onderzoeker, is die behoefte heel natuurlijk, aangezien een van de gevolgen van een misdrijf net een verminderd gevoel van controle is.

Wat dat controlegevoel betreft, wil ik heel even een zijspoor bewandelen. Er is hier vandaag al

heel vaak de vraag gesteld naar de reden waarom slachtoffers soms geen klacht willen neerleggen. Dat heeft net heel veel met dat controleverlies te maken.

Er gebeurt iets zonder dat wij daar invloed op hebben. Stel dat ik op straat word overvallen. Dan wordt heel mijn beeld over de maatschappij en hoe die in elkaar steekt, door elkaar geschud doordat ik slachtoffer ben. Ik denk ook dat er net daardoor een verminderd gevoel van controle is, wat ervoor zorgt dat men het gevoel heeft de controle terug te moeten afgeven, wanneer men een klacht neerlegt bij de politie. Ik vind dit een heel belangrijk aspect dat ook hulpverleners indachtig moeten houden wanneer er wordt gesproken over het al dan niet klacht neerleggen bij de politie.

De praktische behoeften zijn vooral de behoeften om de bezittingen zo snel mogelijk terug te krijgen. Die stellen zich eigenlijk vooral in enge vorm bij diefstallen. Anderzijds stelt ten Boom dat de meeste praktische behoeften gericht zijn op andere instanties: het huishouden regelen, het regelen van formaliteiten, transport, medische hulp enzovoort.

Wat de pleger betreft, is er zowel de nood aan materieel als immaterieel herstel. Onderzoek raadt aan om de pleger het slachtoffer rechtstreeks te laten vergoeden, in plaats van de vergoeding te vorderen via een boete. Ook in het algemeen is er volgens ten Boom behoefte aan financiële hulp. Men wil geld lenen of compensaties bij een fonds of verzekeringsmaatschappij aanvragen en daar hulp bij krijgen. Ik denk daarbij aan het fonds voor slachtoffers van gewelddaden dat in België in voege is.

Wat de primaire behoeften betreft, hebben slachtoffers vaak nood aan onmiddellijke veiligheid en het voorkomen van herhaling. Men wil dat de pleger gearresteerd wordt, men wil het geweld ontvluchten en de bewegingsvrijheid van de pleger beperken. Daarnaast ontvangen slachtoffers ook graag suggesties om hun bezittingen te beveiligen.

Wat de specifieke behoeften per delict betreft, wil ik kort zeggen dat er meer geweldslachtoffers dan slachtoffers van vermogensdelicten nood hebben aan iemand om mee te praten of aan emotionele steun, hoewel ze beide relatief hoog scoren. De behoefte aan juridische uitspraken is bij geweldslachtoffers wel opmerkelijk hoger dan bij slachtoffers van vermogensdelicten. Ten Boom

stelt dat nabestaanden van slachtoffers van levensdelicten en slachtoffers van geweld typische behoeften hebben ten opzichte van andere slachtoffers. Het gaat hierbij vaak om het herstellen van relaties en de wens om de pleger niet te vervolgen.

Wij hebben daarover daarstraks reeds veel gesproken. De vraag waarmee dat te maken heeft, werd al vaak gesteld. Ik wil even herhalen, ook al werd het vandaag al vaak gesteld, dat veel geweldsdelicten binnen het gezin plaatsvinden. Men is bezig met de wens om het herstel van de pleger en niet met het vervolgen van de dader. Het gaat hierbij dus om behoeften die samengaan met de wens om wel het geweld, maar niet de relatie te verbreken.

Daarnaast wordt ook de behoefte aan onmiddellijke veiligheid aangetroffen. Dat is trouwens ook iets waaraan men binnen de hulpverlening van de CAW's heel erg werkt. Wanneer men met geweld wordt geconfronteerd, is men in eerste instantie bezig met hoe men het geweld kan stoppen en daarna met het garanderen van de veiligheid. Er wordt echt met een slachtoffer en een pleger bekeken hoe men hiervoor garanties kan hebben. Bij nabestaanden van slachtoffers van een levensdelict worden specifieke behoeften zoals crisismanagement en begeleiding bij het omgaan met de media vermeld.

Ik wil nog even kort iets zeggen over een recht dat in Nederland in voege is, namelijk het spreekrecht van het slachtoffer. In Nederland mag een slachtoffer, telkens de zaak voorkomt, op de zitting uitspraken doen over welke gevolgen het heeft ondervonden door wat er gebeurd is, kortom omtrent de gevolgen van het slachtofferschap.

Ondertussen werd dat spreekrecht geëvalueerd en onderzoek toont aan dat dit spreekrecht zeer positief geëvalueerd wordt door slachtoffers. Slachtoffers mogen niet praten over de gewenste strafmaat voor de pleger, maar wel over hetgeen het slachtofferschap in hun leven heeft teweeggebracht. Het gevoel dat slachtoffers mogen spreken en dat ze dus letterlijk een stem krijgen over de gevolgen van het slachtofferschap, wordt heel positief geëvalueerd voor de verwerking van het gebeuren.

Ik sla het slachtofferbeleid in België over. Ik wil nog kort een aantal dingen aanhalen omtrent de visie op gerechtelijk opgelegde hulpverlening, in welk verband mijn collega die hier nu niet mag spreken, mij gevraagd heeft een en ander te belichten.

In het kader van plegerhulpverlening schakel ik de CAW's-werkvormen in, die het welzijn bevorderen in een justitiële en veiligheidscontext. Er wordt uitgegaan van een tweesporenbeleid. Hierover werd daarstraks ook reeds veel gesproken. Enerzijds is er Justitie, die zich richt op bescherming van de samenleving en de bevestiging van haar waarden en normen. Anderzijds is er het CAW dat zich richt op emancipatie door de cliënt te begeleiden bij de inspanningen om zich in de samenleving een plaats te verwerven en zich te verbinden.

De gerechtelijk opgelegde hulpverlening in de CAW's beweegt zich daar waar de welzijnsbenadering en de strafrechtelijke aanpak elkaar raken.

Werken met een stok achter de deur verplicht plegers om stil te staan bij ontkenningen, hun aandeel in het misbruik en de gevolgen voor slachtoffers. De druk maakt dat zij in begeleiding blijven. Daders die spontaan om hulp vragen, vormen rond seksueel geweld evenwel een uitzondering. Vaak is de dreiging met gerechtelijke interventie aanvankelijk de enige motivatie om in begeleiding of therapie te gaan. De combinatie van straf en gerichte hulpverlening is effectief. Anderzijds hoeft deze druk niet alleen uit te gaan van Justitie. Hij kan ook uitgaan van een school, een vertrouwenscentrum, werk, dreigende relatiebreuk en dergelijke.

Ik wil het ook nog heel kort hebben over de visie die wij hebben rond geweld in het gezin. Ik ben u alleen maar meer moe aan het maken, heb ik de indruk.

Onderzoeken tonen duidelijk aan – daarstraks ging het daar ook al over – dat geweld in het gezin toeneemt. Wij pleiten heel erg voor een integrale aanpak van familiaal geweld. Hiermee bedoelen wij dat wij uitgaan van een samenhang tussen de verschillende vormen van geweld in het gezin; dat wij aandacht hebben voor alle levensdomeinen: schulden, isolement, relatieproblemen en dergelijke; dat wij aandacht hebben voor de dader- en slachtofferdynamiek, omdat wij ervan uitgaan dat er in elk van ons een mogelijk slachtoffer en een mogelijke pleger schuilt; dat wij streven naar een intersectorale samenwerkende aanpak waarin het samenwerken en het uitklaren van ieders rol en taak met de verschillende partners belangrijk is. Een integrale visie sluit niet uit dat verschillende vormen van geweld in het gezin specifieke kenmerken hebben.

Kort nog even over de visie rond de aanspreekpunten Geweld en Misbruik. Minister Vandeurzen heeft op dit moment tijdelijke middelen verstrekt voor het aanspreekpunt Geweld en Misbruik binnen gezagsrelaties binnen de twee CAW's van Gent. Zijn intentie zal worden uitgevoerd. Wij zijn nu volop aan het onderhandelen over de manier waarop dit zal worden uitgevoerd, maar het is in elk geval duidelijk dat er aanspreekpunten Geweld en Misbruik binnen de CAW's zullen worden georganiseerd.

Net zoals de Waalse collega's daarstraks hebben aangekaart, hebben wij ook gezegd dat er op dit moment al heel wat bestaat rond geweld en misbruik in de CAW's. Er is slachtofferhulp, er zijn de JAC's – de Jongeren Advies Centra – die voor onlinehulpverlening al heel wat expertise rond seksueel misbruik hebben ontwikkeld en er zijn de aanspreekpunten Partnergeweld. Wij pleiten er dan ook voor om niet nog eens een apart aanspreekpunt Geweld en Misbruik te organiseren, maar integendeel, de aanspreekpunten die er op dit moment zijn rond andere vormen van geweld en misbruik – of het nu partnergeweld is, slachtofferhulp of andere – in het aanspreekpunt te integreren.

Daarbij pleiten we ervoor geen onderscheid te maken tussen de groepen die met misbruik en geweld te maken hebben.

Belangrijk is – dat hebben wij toch vastgesteld in de hulpverlening die binnen de JAC's online ontwikkeld is – dat er niet alleen nood is aan telefonische hulpverlening, maar ook aan een zeer toegankelijke website zodat mensen informatie krijgen op een correcte en laagdrempelige manier. Er is ook nood aan contact via e-mail en, waar mogelijk, aan fysiek contact.

Ik ga stoppen. Ik heb nog van alles te zeggen, maar ik denk dat het ons te ver zal leiden. U bent waarschijnlijk allen zeer moe.

De **voorzitter**: Ik dank u voor uw toelichting. Hebben wij uw tekst gekregen?

Kris De Groof: Ja, die is ondertussen verspreid.

De **voorzitter**: Waarvoor dank.

Kris Stas: Ik wil de rangen sluiten. Ik vind dat wij een medaille verdienen voor moed en volharding. Dat geldt ook voor u.

Ik ben als stafmedewerker verbonden aan het

Steunpunt Algemeen Welzijnswerk. Het beroepsgeheim, deontologie en cliëntinformatie zijn mijn kluijfe. Daarnaast ben ik als docent verbonden aan een school waar ik probeer maatschappelijk welzijnswerkers klaar te stomen voor de moeilijke morele kwesties die in de praktijk op hen afkomen. Ik ben ook lid van de deontologische commissie van Suggnomè, waarnaar daarstraks verwezen werd toen het ging over herstelbemiddeling. Wij proberen herstelbemiddelaars op een moreel correcte manier te ondersteunen.

Ik heb daarnet op mijn vingernagels moeten bijten om niet tussen te komen toen er vragen werden gesteld over het beroepsgeheim. Ik heb begrepen dat dit uw commissie heel erg bezighoudt. Ik ben blij dat ik het woord nog krijg. Ik ga u niet onderhouden over de technische kant van het beroepsgeheim. Ik heb immers begrepen dat professor Put dat volgende week uitgebreid komt doen. Ik wil er wel enkele dingen over zeggen die voor deze commissie van belang kunnen zijn.

Is het beroepsgeheim belangrijk voor een welzijnswerker? Ja. Is het beroepsgeheim voor een welzijnswerker absoluut? Nee. Is het belang van een individu dat een beroep doet op een welzijnswerker van belang? Ja. Betekent dit dat wij niet kijken naar het belang van de samenleving? Nee. Nu zou ik kunnen zeggen dat ik ermee klaar ben en u een goede avond kunnen toewensen, maar ik wil toch nog een en ander verder toelichten.

Het is namelijk belangrijk om te weten hoe wij in het welzijnswerk met die morele kwesties omgaan, door af te wegen of wij al dan niet ons beroepsgeheim behouden. Ik wil dit toelichten aan de hand van een voorbeeld uit de praktijk. Ik heb het voorrecht om af en toe gecontacteerd te worden door mensen uit de praktijk en zo krijg ik ook casussen die net passen in het thema van vandaag.

Enkele weken geleden diende een veertiger zich aan bij een CAW, dat een ambulante dienst is. Hij was daar terechtgekomen omdat hij in een socialetewerkstellingsplaats moeite had met agressiebeheersing. Men vond binnen de tewerkstellingsplaats dat hij daarvoor naar de hulpverlening moest en die man was zo goed om dat te doen. Hij komt bij een ambulante dienst aankloppen en er wordt over die agressieproblematiek gesproken. Op het einde van het gesprek laat die man zich ontvallen dat hij nogal eigenaardige seksuele voorkeuren heeft – althans volgens de gangbare ethiek – en vertelt

daar verder over. Even later vertelt hij ook dat hij in een ver verleden veroordeeld is voor zedenfeiten met kinderen. Dit is dus een zeer slimme man, aangezien hij de media volgt en goed begrepen heeft dat hij die feiten ver achteruit moet zetten. Hij werd dus veroordeeld in een ver verleden.

De hulpverleners zijn gealarmeerd. Niet door het feit dat die man veroordeeld is, want daarvoor is hij gestraft, maar zijn gedrag baart hen wel zorgen. Men heeft het gevoel dat de man eerder manipulatief is en men stelt zich ook de vraag of er sprake is van een psychopathologie. Als welzijnswerker weet men dit niet, want men is geen psychiater. Men is dus gealarmeerd.

Men maakt enkele dagen later opnieuw een afspraak met die man en ondertussen gaat men aan de slag. Ik wil voor u even toelichten hoe dit in zijn werk gaat. Zoals wij daarstraks al van de andere sprekers hebben gehoord, gaat men onmiddellijk in overleg met de eigen collega's: "Wij zijn gealarmeerd, wij zijn ongerust." Men begint de zaak uit te zoeken en te exploreren. Als men hierdoor niet het goede antwoord vindt, gaat men telefoneren. In deze casus heeft men gebeld met het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling, want zij hebben heel wat expertise op het vlak van het maken van inschattingen, risicotaxaties. Zo is daarstraks ook al gebleken. Men gaat die mensen anoniem opbellen, want men mag het beroepsgeheim niet schenden, en navragen hoe zij die situatie inschatten. Het VK zegt op dat moment: "Let op met deze man, *beware, watch out.*" Oké. Men blijft alert.

De man komt later opnieuw op gesprek en men bespreekt met hem dat men zich zorgen maakt over die seksuele voorkeuren. Hij vertelt er ook bij dat hij een appartement heeft gevonden tegenover een schooltje. Men is nu zeker gealarmeerd, maar er zijn nog steeds geen feiten. Men zegt de man dat men hem zou willen doorverwijzen naar een gespecialiseerde dienst voor hulp aan seksuele delinquenten en de man gaat daarin mee. Op dit moment is de man doorverwezen naar deze dienst en moet er bekeken worden wat er met hem moet gebeuren.

Hebben deze mensen verantwoord gehandeld? Ja. Kunnen zij voorkomen dat er ondertussen feiten gebeuren? Nee. Dat is het risico waar hulpverleners dagelijks mee te maken krijgen. Dat moet u goed beseffen. Mochten wij alles op voorhand weten – wat evenzeer voor u geldt – dan waren wij nu allemaal steenrijk. Wij moeten dus voortdurend risicotaxaties maken en inschatten

wat wij moeten doen.

De voorbije jaren is er heel wat ontwikkeld in het welzijnslandschap om hulpverleners hierbij te helpen. Wij hebben heel wat deontologische codes – waar mevrouw Kloeck daarstraks ook al naar verwees – die handvatten moeten bieden aan hulpverleners om op een verantwoorde manier beslissingen te nemen. Er zijn ook allerlei organen, zoals een deontologische commissie, die hulpverleners moeten helpen om die afweging correct te maken. Aan welk belang geeft men de voorkeur? Dan komen wij uit bij wat hier daarstraks bediscussieerd werd: geven wij de voorkeur aan het belang van het individu of gaan wij voor de veiligheid van de samenleving? U moet verduiveld goed beseffen dat wij zorgvuldig moeten omgaan met al wie een beroep op ons doet.

Want als wij niet zorgvuldig omspringen met dat vertrouwen dat men ons geeft, dan zijn wij die mensen kwijt. Dit is ontzettend jammer. Dat is de evenwichtsbalk waar wij voortdurend op moeten lopen. Welk belang laten wij hier doorwegen en met welke goede argumenten laten wij het ene belang ten opzichte van het andere doorwegen? Dat zijn risico's waar wij dagdagelijks mee te maken hebben.

Wat betekent dit voor een organisatie? Want het is een doelstelling van welzijnswerkers om het welzijn te maximaliseren en de morele kosten zo klein mogelijk te houden. Het is belangrijk dat een welzijnsorganisatie, en elke andere organisatie, zoals bijvoorbeeld een kerk, toezicht houdt op het eigen personeel en op een gezonde manier in de gaten houdt wat er precies gebeurt tussen cliënten en hulpverleners, maar ook in die zin dat men goed moet onderzoeken hoe een welzijnswerker tot goede beslissingen komt en geen impulsieve beslissingen neemt. Het is nodig dat men mensen op een goede afstand zet van een bepaalde casuïstiek om samen te kunnen bekijken hoe een verantwoorde beslissing kan genomen worden over deze casus. Wij moeten dat kunnen omkleden met goede argumenten.

Dit vraagt uiteraard om reflectie, om collegiaal beraad, maar ook om consult. Men moet bij anderen kunnen navragen hoe een probleem best aangepakt wordt. Kortom, welzijnswerk is complementair naast Justitie, want ook daar moet men voortdurend afwegingen maken. Op het moment dat men besluit om een zaak te seponeren, maakt men ook afwegingen en doet men ook aan risicotaxatie. Dat is precies hetzelfde. Het is ontzettend belangrijk om goed

naar dat proces te kijken, want dit kwam reeds meerdere malen aan bod in de namiddag. Mensen, met name slachtoffers, gaan een proces in, wanneer ze een beroep doen op hulpverlening, en het is heel belangrijk om die timing te nemen wanneer het moment gekomen is om tot actie over te gaan, bijvoorbeeld om te melden bij Justitie. Dit is een zeer belangrijk proces om te gaan.

Het is ook moeilijk als hulpverlener om altijd de juiste boodschap te begrijpen. Het is mogelijk dat een slachtoffer zegt "ik wil niet dat er klacht wordt neergelegd bij Justitie", maar eigenlijk bedoelt "ik wil dat wel, maar durf niet". Dit ontrafelen is een moeilijke taak voor een welzijnswerker.

Waarom ben ik als welzijnswerker tegen een meldingsplicht? Want in de schoot van deze commissie werd al enkele malen vermeld dat dit een oplossing zou zijn. Ik denk dat er een aantal gevaren verbonden zijn aan een verplichte meldingsplicht.

Eerst en vooral, slachtoffers en sprekers spreken niet meer, eens zij zouden weten dat wij de plicht hebben om door te geven wat zij ons vertellen. Wij moeten toch heel goed beseffen dat wij vandaag veel weten dankzij de moed van veel mensen die gesproken hebben. Zij hebben vertrouwen gesteld in de commissie. Er valt van alles over de commissie te zeggen, maar zij hebben wel vertrouwen gesteld in de commissie. Dat moet met zorg benaderd worden.

Het is volgens mij heel moeilijk om te spreken over een spreekplicht in sommige misdrijven, en in andere niet. Het wordt voor de gebruikers, voor de cliënten, moeilijk om dan te weten wanneer er gerekend kan worden op het volle vertrouwen, of wanneer de welzijnswerkers of artsen een meldingsplicht hebben.

Een volgend gevaar is dat men het moreel gehalte uit het vak van welzijnswerker zou halen. Men zou niet meer reflecteren. Men zou geen afwegingen meer maken. Men zou niet tot argumentatie overgaan, maar snel doorgeven. Dan is men er vanaf.

Het is ook perfect mogelijk dat welzijnswerkers en artsen, door een verplichting om te spreken, niet meer willen zien. Er is een voorbeeld van een vader, nadat hij was aangehouden voor feiten op zijn 7-jarige dochter, die zei: "Ik had nochtans verschillende keren aan mijn huisarts gezegd dat mijn belangstelling voor mijn dochter ongezond was." Die arts heeft dat niet willen oppikken. Het is

een morele plicht voor al wie te maken krijgt met kinderen, maar ook met plegers en slachtoffers, om te horen en te zien wat er op de tafel komt.

Bovendien, bij de slachtoffers van seksueel misbruik in de Kerk gaat het nog altijd om meerderjarige mensen. Het is niet direct nodig, denk ik, om in hun plaats te spreken. Het is onze taak om hen aan te moedigen om de weg naar de rechtbank en Justitie te vinden en hen daarbij maximaal te ondersteunen. Wij moeten zowel het slachtoffer als de plegers op een gepaste manier responsabiliseren voor wat zij kunnen doen in het stoppen van het geweld en het misbruik.

Bovendien moeten wij heel bescheiden zijn, zoals Stef Anthoni daarstraks al verschillende keren heeft gezegd. De stap naar Justitie, en dan? Stel dat ik, met de man uit mijn voorbeeld, heel snel Justitie contacteer, dan denk ik dat ik als antwoord krijg dat zij geen feiten hebben en niets kunnen doen. Alleen maar alert zijn op mogelijke dingen die te gebeuren staan.

In dat opzicht wil ik ook oproepen om het debat over de meldingsplicht ten gronde te voeren, en echt op korte en lange termijn na te denken over de mogelijke effecten van zo'n meldingsplicht. In het après-Dutrouxtijdperk hebben wij die discussie ook gevoerd. Er is toen gekozen voor een spreekrecht. Wij weten, uit de cijfers van de VK's onder andere, dat daar eigenlijk weinig gebruik van wordt gemaakt.

Als men dat positief wil duiden, kan men zeggen dat heel veel diensten hun verantwoordelijkheid ter zake vandaag de dag echt wel opnemen.

Dat is het belangrijkste wat ik over de materie wil meegeven. Ik wil nogmaals mijn erkentelijkheid uitdrukken ten aanzien van de vele slachtoffers die hebben willen spreken.

Bruno Valkeniers (VB): Mevrouw Stas, u hebt een vurig pleidooi over de meldingsplicht gehouden. In een aantal landen rondom ons, bijvoorbeeld Frankrijk, bestaat een meldingsplicht.

Hebt u er ervaringen mee en weet u waarom zij tot een meldingsplicht zijn overgegaan? Weet u ook wat bij hen de evaluatie van de meldingsplicht is?

Kris Stas: Ik heb daar geen zicht op. Het lijkt mij echter de moeite om de meldingsplicht goed te evalueren.

Daarstraks verklaarde mijn collega wel dat het aantal meldingen is gedaald.

Bruno Valkeniers (VB): Dat was mijn vraag, met name of er een evaluatie van de meldingsplicht is gemaakt, of wij weet hebben van een evaluatie van de meldingsplicht in Frankrijk en ook wat de gevolgen van de meldingsplicht zijn. Indien u er geen weet van heeft, moeten wij misschien eens op zoek gaan naar iemand die wel een evaluatie van de meldingsplicht heeft gemaakt.

Renaat Landuyt (sp.a): Mevrouw Stas, terloops wil ik, om misverstanden te vermijden, mededelen dat de meldingsplichtdiscussie over het melden van feiten gaat en niet over het melden van slechte karakters. Dat is iets anders.

Mijn vraag gaat over het meldpunt bij de CAW's en over de cijfers die daaromtrent werden gegeven. Mij valt immers iets op in de vergelijking met het meldpunt dat bij het federaal parket is ondergebracht.

Het federaal parket spreekt van zowat 150 meldingen sinds midden september 2010. Wanneer ik de hier voorliggende cijfers bekijk, dan merk ik dat er sinds september 2010 ongeveer 51 personen in Vlaanderen zich via de CAW's hebben gemeld. Ik neem 82 min 31 van vóór augustus.

Wat ik niet goed begrijp: men zegt dat slachtoffers zich liever wenden tot de hulpverlening dan tot Justitie, maar dat blijkt hier niet direct uit de cijfers. Ik sta u dus toe om daaromtrent enige duiding te geven.

Raf Terwingen (CD&V): Mevrouw Stas, eerst een vraag aan u. Ik zal u niet vragen wat u van de meldingsplicht vindt, daarmee zal ik u niet meer lastigvallen.

Naar aanleiding van uw casus wil ik het even hebben over het spreekrecht, 458bis als ik mij niet vergis, ingevoerd na Dutroux, voor minderjarigen. Om even uw casus te hernemen; ik kan mij voorstellen dat de hulpverlener die daarmee in aanraking kwam, misschien in dubio stond om te kijken of hij wel kon spreken in dit soort concreet dossier waar er misschien geen echte acute nood was en er dus misschien geen schuldig verzuim was. Die hulpverlener besefte, 458, dat hij beroepsgeheim had, dat het niet om een minderjarige ging en dat hij dus niet kon spreken. De vraag is dus concreet of u het nuttig vindt om het spreekrecht, dat nu in 458bis beperkt is tot de minderjarigen, uit te breiden tot meerderjarigen. Dat is mijn eerste vraag.

Tweede vraag. Dit kadert een beetje in wat de heer Landuyt heeft gevraagd aan mevrouw De Groof. Inzake het bewuste aanspreekpunt Geweld en Misbruik, dat minister Vandeurzen, mijn gouvgenoot, onlangs heeft opgericht, begrijp ik u goed dat we niet nog eens bijkomend iets moeten creëren en dat er al voldoende op de markt is, maar dat we moeten coördineren? Zo begrijp ik het toch. Is dat dan ook, bijvoorbeeld, het verhaal dat we daarstraks hebben gehoord van Child Focus? Zitten die ook bij de te coördineren aanspreekpunten die er al zijn, evenals de vertrouwenscentra die we net hebben gehoord? Zitten die daar ook bij? Ik heb te weinig zicht op de globale welzijnsmarkt om dat te kunnen plaatsen. Is dat de bedoeling, wat dan dat nieuwe aanspreekpunt Geweld en Misbruik zou kunnen doen?

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor uw uiteenzetting. Ik heb twee vragen. Een ervan gaat over de concrete casus. U hebt op het einde gezegd dat u de persoon doorverwezen hebt. Werd daar ook op ingegaan? Voorts heb ik dezelfde vraag als Raf Terwingen. Moeten wij niet kijken of wij artikel 458bis nog moeten aanpassen of wijzigen?

Als die persoon uiteindelijk niet gaat, hoewel hij dat beloofd had, of hij gaat één keer en nadien niet meer, hebben jullie dan een afspraak, zodat jullie op de hoogte zijn? Wat doet u dan? Als hij niet gaat of onmiddellijk stopt en als men nog altijd geen concrete aanwijzing heeft dat er iets fout loopt, wat zouden dan de volgende stappen zijn die jullie zetten?

U verwees ook naar het spreekrecht van het slachtoffer in Nederland, als ik het goed begreep. Bij elke zitting van de rechtbank heeft het slachtoffer daar het recht om te vertellen welke gevolgen hij of zij heeft ervaren. In hoeverre verschilt dat van het Belgische systeem? Na Dutroux zijn er ook heel veel wijzigingen gebeurd. De burgerlijke partijen en slachtoffers hebben ook inzage in het dossier, ook in de raadvakamer, als het dossier bij de onderzoeksrechter ligt. Op elke zitting ten gronde mag men, als men in persoon aanwezig is, ook het woord nemen om te zeggen wat men wil, behalve als het een zeer botte voorzitter is. Zeker als men begeleid wordt door een advocaat, zal dat niet echt een probleem zijn. In de fase van de strafuitvoering kan men ook vragen om betrokken te worden. In hoeverre verschilt het Nederlandse systeem, waar u enthousiast over bent, van het onze? Waar liggen de verschillen of zijn die toch kleiner dan wij op het eerste gezicht zouden denken?

Kris De Groof: Ik zal eerst iets zeggen, ook al zal ik de rest aan mijn collega overlaten, over de vraag over de meldingsplicht in Frankrijk. Daarover wil ik het niet hebben, maar ik wil het wel even hebben over de situatie in Nederland, waar men inderdaad meldpunten huiselijk geweld heeft. Ik ken die meldpunten huiselijk geweld zelf redelijk goed, omdat ik heel veel ken van het thema familiaal geweld. Het is zo dat daar, in die meldpunten huiselijk geweld, echt in een systematische casusbespreking wordt voorzien tussen politie en hulpverlening. Bij wijze van spreken, elke situatie wordt daar besproken tussen hulpverlening en Justitie.

Ondertussen zijn die meldpunten een aantal jaren bezig en in een aantal regio's stelt men vast dat het aantal situaties, het aantal meldingen daalt. Men is ook gaan onderzoeken waarmee dat zou kunnen te maken hebben en een van de tegenindicaties daarvan is net dat mensen ondertussen weten dat er systematisch besprekingen zijn tussen hulpverlening en politie rond een bepaalde casus. Er wordt inderdaad, ik weet niet of ik het echt repressief kan noemen... Maar van in het begin worden die twee sporen echt naast mekaar bewandeld, de justitiële poot en de hulpverlenende poot.

Men is daarvan in Nederland steeds heel erg voorstander geweest, omdat men inderdaad ervan uitging dat er steeds een stok achter de deur moet zijn. Ik wil daar toch even bij aanvullen. Een stok achter de deur blijkt inderdaad bij plegers van seksueel geweld vaak wel nodig te zijn, bij partnergeweld is dat vaak veel minder nodig.

Mijn collega's gaven daarstraks ook reeds aan – ik geloof dat het de heer Stef Anthoni was – dat er inderdaad een campagne geweest is in Oostenrijk, waar men getracht heeft om plegers te motiveren om zelf hulp te zoeken. Dat heeft zich ook in Nederland gesteld en ook in een aantal andere landen. Men stelt daar inderdaad vast dat een aantal plegers wel echt op zoek is naar hulp.

Ik wil daarmee heel kort even aangeven dat het bewandelen van beide sporen naast mekaar, waarbij in essentie het vertrouwen vanuit de hulpverlening wat gebroken wordt, ook tegenindicaties heeft. Wij moeten daarmee heel erg voorzichtig zijn.

Ik wil wel nog even zeggen dat ik de meldingsplicht in Frankrijk niet ken.

Bruno Valkeniers (VB): Een klein tussenvraagje.

Er zijn geen aanwijzingen dat enerzijds de meldingen bij de hulpverleners en vertrouwenspersonen dalen, maar er zijn anderzijds wel meer rechtstreekse meldingen bij politie en juridische instanties?

Kris De Groof: Nee, dat is net het eigene aan de meldpunten huiselijk geweld, dat de twee sporen daar bijna samengaan. In die zin is er geen sprake van dat het ene daalt en het ander stijgt. Dat wordt allemaal samen verrat. Men stelt vast dat daar dalingen zijn. Men heeft daar kleine onderzoeken naar gedaan, naar de mogelijke oorzaak.

Kris Stas: Een aantal vragen ging over het spreekrecht. Deze man is doorverwezen en dat is dan ook een succesverhaal. Wij moeten natuurlijk afwachten wat er verder mee gebeurt.

Stel dat de man nu zou weigeren om doorverwezen te worden of hij minimaliseert dat. Hij zegt: "Ik heb eigenlijk helemaal niet zo'n probleem, ik ben genezen van mijn pedoseksualiteit." Want dat is ook een van de dingen die hij beweert; dan wordt het voor de hulpverlener wel moeilijker.

Er staat een klein schema in uw tekst, waar wij in het kader van kwaliteitshandboeken voor de CAW's een integriteitsprocedure hebben moeten uitwerken. Hoe gaan wij bepalen of de integriteit van de gebruiker of een derde in gevaar is? Dat wordt nu net afgewogen.

Dan moet ik technisch worden en dat laat ik aan professor Put over. Ik denk dat er in de wetgeving en de rechtspraktijk al heel wat ruimte is om nu net wel buiten dat beroepsgeheim te kunnen spreken, zonder het beroepsgeheim te breken.

Wat wel bijzonder belangrijk is, dat vinden wij vanuit de CAW-context heel belangrijk, is dat wij zeer transparant willen zijn, tenzij er argumenten zijn om niet transparant te zijn – de mens is te gevaarlijk bijvoorbeeld – om heel duidelijk te zeggen: dit is het spoor dat wij in uw situatie belopen.

Stel dat die man zou afhaken of hij zou ontkennen en wegblijven en wij zouden toch bij ons vermoeden blijven dat de integriteit van anderen echt wel in gevaar is, dan zouden wij ervoor kiezen om hem te zeggen: "Luister, wij gaan dit wel aan het parket doorgeven, want ik als hulpverlener ben niet gerust." Dan pakken wij dat eerder bij ons.

Als hij daarover klacht indient bij de rechtbank, zal

hij moeten uitleggen waarom wij welke argumenten hebben gebruikt om dat te doen. Daar is nota bene welhaast geen rechtspraak over, over dit soort situaties. Ik wil dat wel relativieren.

Op het uitbreiden van het spreekrecht naar meerderjarigen, heb ik daarstraks al ja gezegd, maar let op dat u niet meteen de verantwoordelijkheid van een meerderjarige overneemt. Ik zou liever hebben dat wij als welzijnswerkers investeren in het ondersteunen, sensibiliseren en responsabiliseren van volwassen slachtoffers om hen aan te moedigen om wel naar Justitie te stappen.

Natuurlijk, als het slachtoffer daar niet klaar voor is en als de situatie van die aard is dat wij denken dat er op dat moment nieuwe slachtoffers worden gemaakt, wordt opnieuw de procedure integriteit uit de kast gehaald en doorlopen, en worden beslissingen genomen.

Wij zeggen dus altijd dat een hulpverlener nooit alleen mag handelen en dat hij altijd direct in overleg moet kunnen gaan met collega's. Dus ook in het online aanbod, waarin men wel in een heel directe 1/1-relatie zit, hebben wij als kwaliteitscriterium dat er meteen feedback van een collega moet kunnen worden gegeven. Men moet kunnen zeggen: "Twee seconden time-out, want ik moet even met een collega overleggen over wat kan worden gedaan en wat verantwoord is." Op dat spoor hebben wij al heel wat ontwikkeld. Alstublieft, inventariseer het, haal het naar boven en bestudeer het.

La **présidente**: Il y avait encore la question de M. Landuyt par rapport aux chiffres qui étaient non concordants par rapport au discours, si je puis m'exprimer ainsi.

Frans Heylen: Wat de cijfers betreft, u haalt er 52 uit. Wij hebben natuurlijk ook nog die mails. Ik denk echter dat het elkaar niet tegenspreekt, dat het belangrijk is dat we die twee kanalen hebben. De bandbreedte wordt breder. Wat Kris daarnet zei, geeft dat ook aan. Door de hulpverlening als mogelijk maar niet-verplicht kanaal te zien, krijgt men een bandbreedte bij. Anders blijft het de gewone bandbreedte van Justitie, die er nu ook is. Dat is ook een extra pleidooi om geen meldingsplicht in te stellen.

Kris Stas: U hebt bovendien ook gezegd dat wij nog geen enkele publiciteit hebben gevoerd rond het meldpunt.

Renaat Landuyt (sp.a): Dat is juist wat mij zorgen baart. Ik begrijp uw bezorgdheid over de meldingsplicht, maar vergeet die even. Het gaat hier over de wegen die de slachtoffers bewandelen. Wij stellen vast dat de weg naar het federaal parket, naar die ene telefoon, bestaat uit 150 telefoons. Mails heeft men daar wellicht niet. Via de zachtere weg gebeurt het blijkbaar minder. Publiciteit zou niet zoveel verschil hebben gemaakt.

Ik vind het ook vreemd dat men zich intussen nog niet heeft georganiseerd om iets meer daarop te springen. Er is een maatschappelijk fenomeen. De twee ministers nemen een initiatief. De ene minister werkt met het federaal parket, de andere met de CAW's, en *that's it*. U zegt eigenlijk na zoveel maanden dat de CAW's met dat nummer niets hebben gedaan. Ondertussen spreekt u over het probleem waarmee u bezig bent, over intrafamiliaal geweld, hetgeen wij zeker niet willen relativieren. Hier gaat het echter over seksueel misbruik in gezagsrelaties. Voor dat fenomeen lijkt er op het terrein geen druk of extra inzet aanwezig te zijn. Dit meen ik af te leiden uit uw commentaar: er is de telefoon en zij hebben getelefoneerd, punt.

Kris De Groof: Ik wil daar even op reageren. Er is duidelijk gesteld, ook naar de minister, dat bij de CAW's seksueel misbruik of geweld heel veel binnenkomt. De cijfers die er zijn rond het tijdelijke meld- of aanspreekpunt van de CAW's... Men heeft daar eigenlijk gezegd: "We zetten dat voorlopig op, maar we zien wel. Laat ons eerst een oefening maken. Als er een aanspreekpunt moet komen: waar hoort dat dan, wat moet dit bevatten en hoe zit dat dan juist in mekaar?" In die zin is – ik wil dat toch nog eens herhalen – er ook voor gekozen om daarin heel voorzichtig te zijn inzake profilering.

Wat we wel vaststellen, maar die cijfers hebben wij niet, is dat niet alleen in dat tijdelijke aanspreekpunt van de CAW's meer meldingen toekomen; ook, bijvoorbeeld, binnen slachtofferhulp stellen wij een stijging vast. Wij hebben die daar niet uitgehaald, omdat wij het gevoel hebben dat dit een heel klein project is. Wij moeten dat niet te erg gaan vergroten en *in the picture* zetten want het is ook niet duidelijk of dit inderdaad een taak is van het Algemeen Welzijnswerk of niet.

Er is wel vanuit het steunpunt en vanuit de federatie heel erg gezegd dat het Algemeen Welzijnswerk ter zake een aantal troeven heeft. Uiteindelijk heeft minister Vandeurzen beslist om

het toe te kennen aan de CAW's en zijn wij dit nu conceptueel verder aan het uitwerken. Om heel eerlijk te zijn, is het zeker niet zo dat wij daar nog niets rond gedaan hebben. Maar als wij het doen, willen wij het goed doen.

Ik heb echt geen zin om, zoals wij bij de aanspreekpunten Partnergeweld hebben gemerkt, te moeten vaststellen dat er naast slachtofferhulp ook nog eens een apart aanspreekpunt Partnergeweld is. De politie is daardoor eigenlijk wat verward en zij vragen zich af of zij slachtoffers van partnergeweld nu naar de werking van slachtofferhulp of naar de werking van de aanspreekpunten moeten sturen. Wij zijn de laatste maanden heel erg bezig geweest met te kijken hoe dit er moet uitzien, als het er moet komen.

Hoe moet dit er dan uitzien? Ik wil het deze keer goed doen. Als wij dit willen doen, wil ik het goed doen.

Wat uw vraag betreft naar de vergelijking met de middelen van Justitie. Ik wil eigenlijk niet in concurrentie treden. Als mensen de weg vinden die zij belangrijk vinden, is dat voor mij het belangrijkste. Als mensen die effectief naar het federaal parket stappen, zeggen dat zij naar Justitie willen stappen en ik heb daar nu een lijn mee, dan ben ik daar blij mee en dan denk ik dat wij vanuit het Algemeen Welzijnswerk zeker niet moeten zeggen: "Eerst langs ons passeren en dan pas naar Justitie." Nee, laat die twee lijnen naast mekaar bestaan. Wij zijn dat op dit moment aan het uitwerken en conceptueel zit dat goed. Dat andere stuk vind ik ook heel belangrijk.

Ik heb geen zin daarover een concurrentiestrijd te voeren. Ik vind het goed dat beide sporen er zijn, als mensen maar vinden waar zij menen dat zij recht op hebben.

Kris Stas: Bovendien heeft de minister gezegd dat wij de verschillende punten moeten integreren. Slachtofferonthaal, IFG, en het op te richten aanspreekpunt zouden geïntegreerd moeten worden. Dan komt terecht de vraag: wat met Child Focus? Wat met de VK's? VK's zijn natuurlijk voor minderjarigen, voor alle duidelijkheid.

Wij moeten met Child Focus aan tafel gaan zitten, want dat is geen hulpverleningsorganisatie. Wij zitten met een verschillende profilering. Wat komt er via hen binnen, wat wordt doorgegeven aan wie, en wat komt er bij ons? Dat moet op elkaar afgestemd worden. "Gearticuleerd", heb ik vandaag geleerd.

Renaat Landuyt (sp.a): Ik heb nog een andere term geleerd: "vraagverduidelijking" of zoiets. Ik wil mijn vraag dus verduidelijken. Wat ik enigszins zorgwekkend vind, is dat wij hier vertrekken vanuit het fenomeen seksueel misbruik in een gezagsrelatie, in het bijzonder naar aanleiding van feiten binnen de Kerk, maar dat het eigenlijk volgens wat men ons zegt veel erger is dan dat. Het komt ook voor in de sport en overal waar gezagsrelaties zijn.

Uw organisaties zijn al goed uitgebouwd voor geweld, intrafamiliaal geweld. Dat staat op punt. U doet dat goed. Alle formules ter zake zijn klaar. Er is nu een signaal vanuit de maatschappij dat er nog veel wordt stilgezwegen. Dan komen er twee ministers van goede wil. De ene zegt: "Ik ga bij Justitie een meldpunt onderbrengen." De andere zegt: "Ik ga het bij Welzijn doen." Nu hoor ik: "Dat bestaat wel bij ons, maar liefst niet te veel." Dat is wel een andere manier van inspelen op het signaal. Ondertussen is er misschien een probleem in andere sectoren dat niet naar boven komt.

Ik vind dat u evengoed de houding kunt aannemen – dit is geen verwijt aan u, u kunt maar werken met de middelen die u hebt – dat u de deur openzet om te horen wat er leeft in de maatschappij. Uw signaal blijkt te zijn: "Wacht nog een beetje."

Kris Stas: Er is gezegd dat wij de deur willen openzetten, maar op een kwalitatieve manier. Nu zijn wij de kwaliteitscriteria aan het uitwerken van wat wij gaan doen wanneer wij meldingen binnenkrijgen van pakweg een hulpverleningsdienst. Want die gaan wij krijgen. Misbruik komt overal voor, ook bij hulpverleningsorganisaties, ook binnen de schoolcontext enzovoort. Wij willen zien welke signaalprocedures wij ontwikkelen en hoe wij die organisaties aanspreken op hun verantwoordelijkheid. Uiteraard, dat moeten wij doen, dat is duidelijk.

Kris De Groof: Wij hebben inderdaad beslist om een tijdelijk aanspreekpunt te hebben, tot wij conceptueel klaar zijn, waarna wij het ruim kunnen bekendmaken. Dat is een verschil. Het is niet dat er voorlopig niets is. Er is iets, in afwachting van iets dat kan worden verruimd naar andere regio's, maar dat wij eerst goed willen uitwerken.

Ik wil nog even ingaan op wat Kris Stas zei rond samenwerking met andere sectoren. Wij hebben al heel veel samengezeten, gebeld en gemaïld

met de VK's om te kijken hoe het CAW-aanspreekpunt rond geweld en misbruik en het aanspreekpunt van de VK's, dat zich inderdaad tot minderjarigen richt, zich tot mekaar kunnen verhouden, in positieve zin. Dat is een samenwerking die op dit moment heel goed verloopt en waar wij bekijken hoe wij mekaar daarin kunnen aanvullen. Met Child Focus moeten wij dat inderdaad nog doen.

Ik sluit aan bij wat Kristine Kloeck deze namiddag zei, met name dat het geen probleem is dat er verschillende aanspreekpunten zijn, als mensen maar de weg vinden en als er overal maar kwalitatief wordt gewerkt en wordt doorverwezen waar het nodig is. Dat is voor ons het belangrijkste.

Ik heb begrepen dat Child Focus en de VK's zich op minderjarigen richten, terwijl het CAW-aanspreekpunt rond geweld en misbruik zich richt op meerderjarigen.

Ik wil nog even ingaan op de vraag inzake het spreekrecht. Als mensen zich burgerlijke partij stellen tijdens een zitting, krijgen zij het woord. Ik vind dat wat oneigenlijk gesteld. Uit onderzoek blijkt dat slachtoffers vaak niet op de hoogte zijn van het feit dat zij zich burgerlijke partij mogen stellen. Als zij zich burgerlijke partij stellen, laten zij zich vaak vertegenwoordigen door een advocaat. In Nederland nemen slachtoffers vaak zelf het woord. Er is een heel groot verschil tussen een advocaat die een zaak bepleit in rechterlijke taal tegenover iemand die zijn eigen verhaal van vlees en bloed brengt.

Wij hebben dat hier al gemerkt in onze uiteenzettingen. Als ik mij aan mijn nota's houd, krijg ik een heel andere uiteenzetting dan een casus van mijn collega Kris Stas.

In die zin is het heel belangrijk voor de sensibilisering van de magistratuur, dat slachtoffers hun verhaal kunnen vertellen, evenals de gevolgen van wat het misbruik met hen gedaan heeft en wat het slachtofferschap met hen gedaan heeft. Ik vind dat een heel groot verschil met wat een burgerlijke partijstelling op dit moment is.

Een burgerlijke partijstelling gaat eigenlijk over de vergoeding van de schade. Daar wordt dan technisch over gesproken, terwijl het spreekrecht in Nederland gaat over de gevolgen van het slachtofferschap. Ik vind dat echt een groot verschil. Bovendien blijkt inderdaad uit onderzoek dat wij ons vaak laten vertegenwoordigen door een advocaat die dan effectief in zijn mooie

juridische taal zegt wat wij vertolkt willen zien – slachtoffers geven ook vaak aan dat zij hun verhaal bijna niet meer herkennen – en dat het Nederlandse systeem, net doordat slachtoffers zelf hun verhaal doen, positief is voor het verwerkingsproces.

In die zin is het voor mij echt een wezenlijk verschil. Voor mij is dat een aanbeveling.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Misschien moeten wij eens goed bestuderen wat men in Nederland precies doet. Elk slachtoffer in een Belgisch strafproces wordt normaal op de hoogte gebracht van het feit van de zitting. Als u zegt dat dit vaak niet gebeurt, dan...

Kris De Groof: U moet die taal...

La présidente: Le commissaire a la parole.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ik denk dat wij dat best eens bestuderen. Hebt u informatie over de methode die men gebruikt? Kunt u die bezorgen, zodat wij kunnen kijken welke plaats de persoon krijgt in het strafprocesrecht?

Kris De Groof: Ik zal u de evaluatie van het onderzoek bezorgen.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Wij hebben het daarnet over de andere sectoren gehad, maar zien jullie, vanuit jullie ervaring, een aantal sectoren die ook problematisch zijn of zouden kunnen zijn? Ik denk aan de sport en de medische sector.

Kris Stas: Ook de gehandicaptenzorg.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Hebben jullie statistieken daarvan? Als het niet familiaal is, in welke sectoren komt het dan vaak voor?

Kris Stas: Daar hebben wij geen cijfers over.

Kris De Groof: Nee, maar wij hebben wel het vermoeden dat daarover ook nog heel wat taboes bestaan en er nog heel wat misbruik is dat op dit moment niet aan de oppervlakte komt. Daarom hebben wij ook gezegd dat als wij een aanspreekpunt rond geweld en misbruik willen creëren, wij bijzondere aandacht zullen moeten besteden aan hoe we instituten kunnen ondersteunen om dit geweld bespreekbaar te maken, een procedure te ontwikkelen en dergelijke meer.

De voorzitter: Ik dank u voor uw komst.

Et je remercie l'ensemble des courageux parlementaires. C'est important que vous puissiez répondre à l'ensemble des questions et vous exprimer complètement. Je vous remercie.

La réunion publique de commission est levée à 20.08 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 20.08 uur.